

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3530

[C — 2009/29558]

**30 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des milieux d'accueil organisés par « l'Office » et des services d'accueil spécialisé de la petite enfance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 5, § 1<sup>er</sup>, II;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, notamment les articles 2 et 43, alinéa 2;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "ONE", tel que modifié, l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, l'article 3 et l'article 6, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office de la Naissance et de l'Enfance, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le Code de qualité et de l'accueil;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la jeunesse;

Vu le contrat de gestion 2008-2012 conclu le 6 mars 2008 entre l'Office de la Naissance et l'Enfance et le Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 12 décembre 2008, en application de l'article 22 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "ONE";

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 17 décembre 2008, en application de l'article 3 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 4 février 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 février 2009;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 18 mars 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les services d'accueil spécialisé de la petite enfance doivent pouvoir disposer d'un cadre de qualité leur permettant d'accueillir des enfants ne pouvant être pris en charge temporairement par leur famille;

Considérant la nécessité de fixer les conditions et les procédures d'autorisation et d'agrément des services d'accueil spécialisé de la petite enfance;

Sur proposition de la Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Définitions, champ d'application, missions, et prises en charge

Section I<sup>re</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens de l'arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1<sup>o</sup> "le décret" : le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé "O.N.E.";

2<sup>o</sup> "le Ministre" : le Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions;

3<sup>o</sup> "l'Office" : l'Office de la Naissance et de l'Enfance;

4<sup>o</sup> "administration" : l'administration de la Communauté française qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions;

5<sup>o</sup> "Comité subrégional" : Comité subrégional de l'Office tel que visé par l'article 18 du décret;

6<sup>o</sup> "autorité mandante" : le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'Aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse;

7<sup>o</sup> "C.I.O.C." : Cellule d'Information, d'Orientation et de Coordination visée à l'article 2 de l'arrêté du 12 septembre 2008 relatif à la collaboration entre les autorités mandantes et l'ensemble des services du secteur de l'Aide à la jeunesse;

8<sup>o</sup> "code de qualité de l'accueil" : le code prévu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil;

9<sup>o</sup> "autorisation" : la décision de l'Office préalable au fonctionnement de tout service relevant de l'article 6, § 2, du décret, et attestant du respect des conditions prévues dans l'arrêté;

10<sup>o</sup> "agrément" : la décision de l'Office attestant du respect par le service autorisé des conditions d'agrément prévues dans l'arrêté et lui permettant de solliciter une subvention;

11<sup>o</sup> "milieu organisé par l'Office" : le milieu visé à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 4<sup>o</sup>, du décret;

12<sup>o</sup> "service" : le service d'accueil spécialisé de la petite enfance visé parmi les institutions accueillant des enfants en dehors de leur milieu familial, mentionné à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, 5<sup>o</sup>, du décret;

13<sup>o</sup> "service autorisé" : le service qui a reçu l'autorisation de l'Office;

14<sup>o</sup> "service agréé" : le service autorisé ayant reçu l'agrément et subventionné par l'Office;

15<sup>o</sup> "capacité autorisée" : capacité de prises en charge d'enfants que le service autorisé peut accueillir simultanément;

16<sup>o</sup> "capacité agréée" : capacité de prises en charge d'enfants découlant de l'agrément et servant de référence pour le subventionnement du service;

17° "taux d'occupation" : mesure de l'occupation annuelle effective d'un service par rapport au nombre d'enfants pour lequel il a été agréé;

18° "projet d'accueil" : le projet d'accueil établi en exécution de l'article 20 du code de qualité de l'accueil;

19° "projet individualisé de guidance et d'encadrement" : projet qui précise pour chaque enfant les objectifs de son placement, les modalités et moyens pour les atteindre et les missions dévolues à chaque intervenant;

20° "parents" : les parents ou la personne investie de l'autorité parentale qui confie l'enfant au service autorisé, agréé et au milieu organisé par l'Office;

21° "fratrie" : ensemble des frères et sœurs d'une famille;

22° "pouvoir organisateur" : la personne morale de droit public ou de droit privé sans but lucratif ayant pour objet de remplir la mission visée à l'article 3 qui organise ou désire organiser un ou plusieurs services;

23° "directeur" : le directeur ou la directrice responsable du service ou du milieu organisé par l'Office;

24° "programmation" : réponse donnée aux besoins constatés dans le secteur de l'accueil spécialisé de la petite enfance en matière de localisation géographique des services, des capacités et de types de prise en charge;

25° "code de déontologie" : le code visé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 1997 fixant le code de déontologie de l'Aide à la jeunesse et instituant la commission de déontologie de l'Aide à la jeunesse.

#### Section II. — Champ d'application

**Art. 2.** L'arrêté s'applique aux services autorisés et agréés. Il s'applique aux milieux organisés par l'Office en ce qui concerne les articles 1, 3, 4, § 1<sup>er</sup>, 5, 6, 21 à 24, 28 à 30, 39, § 3, et § 4.

L'Office instaure les mesures spécifiques de contrôle interne et d'accompagnement des milieux qu'il organise; il applique à ces milieux mutatis mutandis les mêmes procédures que celles prévues pour les services, notamment celles visées aux articles 7 et 25.

#### Section III. — Mission

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le service autorisé, agréé et le milieu organisé par l'Office ont pour mission de prendre en charge des enfants de 0 à 7 ans non accomplis, en situation de crise, pour une période la plus courte possible, en vue de favoriser leur réinsertion dans leur milieu de vie.

Ils organisent, à cette fin, l'hébergement des enfants dans un cadre collectif et résidentiel ainsi qu'un travail d'accompagnement de la famille.

Le service autorisé, agréé et le milieu organisé par l'Office travaillent en réseau avec tout intervenant concerné par la situation.

§ 2. Au premier jour de la première prise en charge, l'enfant est âgé de moins de six ans.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, un enfant, membre d'une fratrie, peut être pris en charge par le service autorisé, agréé ou le milieu organisé par l'Office jusqu'à l'âge de douze ans non accomplis pour autant qu'au premier jour de sa prise en charge, un de ses frères ou une de ses sœurs placés dans le même service autorisé, agréé ou dans le milieu organisé par l'Office avant l'âge de six ans, y soit toujours hébergé et qu'il n'ait pas atteint l'âge de sept ans.

§ 3. Les prises en charge d'enfants visés au § 1<sup>er</sup> et au § 2 par le service autorisé, agréé ou par le milieu organisé par l'Office sont effectuées à la demande :

1° des parents;

2° d'une autorité mandante.

§ 4. Sont considérées comme travail de réinsertion dans le milieu de vie, les activités, y compris l'hébergement temporaire extérieur, menées à cette fin à l'initiative du service autorisé, agréé ou du milieu organisé par l'Office moyennant le respect des conditions suivantes :

— l'élaboration d'un projet individualisé de guidance et d'encadrement, y compris ses modalités d'évaluation;

— l'accord des parents pour les prises en charge visées au § 3, 1°;

— l'accord de l'autorité mandante pour les prises en charge visées au § 3, 2°;

— l'implication du service autorisé, agréé ou du milieu organisé par l'Office dans le travail de réinsertion dans le milieu de vie.

#### Section IV. — Prises en charge

##### Sous-section I<sup>re</sup>. — Durée

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'accueil des enfants par les services autorisés, agréés ou par les milieux organisés par l'Office doit être de la durée la plus courte possible.

La durée maximale de prise en charge par chaque service autorisé, agréé ou par chaque milieu organisé par l'Office est de douze mois. Toutefois, la prise en charge d'un enfant peut être prolongée sur la base :

a) d'une demande dûment justifiée et introduite conformément à la procédure décrite au § 2 lorsqu'il s'agit d'une prise en charge visée à l'article 3, § 3, 1°;

b) d'une décision d'une autorité mandante lorsqu'il s'agit d'une prise en charge visée à l'article 3, § 3, 2°.

La prolongation de la prise en charge d'un enfant est renouvelable par période de maximum douze mois.

§ 2. Pour une prise en charge visée à l'article 3, § 3, 1°, la dérogation peut être accordée moyennant la transmission à l'Office par le service autorisé ou agréé des documents suivants, au plus tard un mois avant l'échéance de la prise en charge :

1° une demande écrite du service autorisé ou agréé, dûment datée et motivée, précisant la durée de la prolongation demandée;

2° un rapport social reprenant les éléments actualisés du suivi de l'enfant, les motifs de la demande de prolongation sur base d'un bilan du projet individualisé de guidance et d'encadrement et les raisons pour lesquelles une réinsertion dans le milieu de vie ou une solution alternative n'ont pu être concrétisées.

L'Office notifie sa décision au service autorisé ou agréé dans un délai n'excédant pas un mois. A défaut de notification dans ce délai, la demande de prolongation est considérée comme acceptée.

## Sous-section II. – Capacités

**Art. 5.** L'Office détermine, pour chaque service, la capacité autorisée et, s'il échet, la capacité agréée de prises en charge d'enfants visées à l'article 3, § 3, que le service doit être en mesure d'assumer simultanément.

L'Office fixe la capacité de prises en charge pour les milieux qu'il organise.

Sauf dérogation octroyée par l'Office, la capacité autorisée et la capacité agréée ne peuvent être inférieures à seize prises en charge simultanées.

## Sous-section III : Demande de prise en charge

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup> L'Office détermine, s'il échet, un pourcentage de la capacité agréée de chaque service et de la capacité de prises en charge des milieux qu'il organise pour chacune des catégories de prises en charge visées à l'article 3, § 3. Chaque pourcentage est fixé en tenant compte des statistiques reprises au rapport annuel d'activités visé à l'article 24 sans pouvoir excéder 33 %.

Les demandes de prise en charge sont traitées par le service ou le milieu organisé par l'Office dans l'ordre chronologique de leur réception. Par dérogation, lorsque la demande de prise en charge concerne un enfant présentant un risque élevé pour sa santé physique ou psychique ou pour son intégrité, ou pour un enfant ayant un lien de parenté avec un enfant déjà pris en charge par le service ou le milieu organisé par l'Office, cette demande de prise en charge est traitée prioritairement.

Si le pourcentage de prise en charge fixé par l'Office n'est pas atteint, le service devra en fournir les raisons dans le rapport annuel d'activités visé à l'article 24.

Chaque demande de prise en charge acceptée ou refusée est transcrite immédiatement par le service autorisé, agréé ou par le milieu organisé par l'Office dans le registre des inscriptions dans l'ordre chronologique de son introduction.

La date effective du début de la prise en charge est mentionnée dans le registre.

§ 2. En cas de refus de prise en charge, la décision est motivée et notifiée aux parents ou à l'autorité mandante dans les cinq jours ouvrables de l'introduction de la demande.

Une demande de prise en charge ne peut être refusée :

- 1° que lorsqu'il y a absence de places disponibles agréées;
- 2° que lorsqu'il y a un refus des parents ou de l'autorité mandante d'adhérer au projet d'accueil ou au règlement d'ordre intérieur;
- 3° que si une autre demande est motivée par l'urgence;
- 4° ou que lorsqu'il y a la nécessité de respecter le pourcentage visé au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Chaque service et chaque milieu organisé par l'Office collaborent avec la C.I.O.C. afin de permettre aux autorités mandantes et à l'Office d'être informés des places agréées disponibles.

**Art. 7.** Si l'Office est saisi d'une plainte ou s'il constate que le refus d'inscription n'est pas ou insuffisamment motivé, il peut prendre toute mesure appropriée conformément à l'article 18.

## CHAPITRE II. — Autorisation

Section 1<sup>re</sup>. — Conditions

**Art. 8.** Pour pouvoir remplir la mission visée à l'article 3, le service doit préalablement être autorisé par l'Office. Cette autorisation est nominative et incessible.

**Art. 9.** Pour être autorisé et conserver son autorisation, le service est tenu, sous réserve de l'application du code de qualité de l'accueil, de respecter les conditions suivantes :

- 1° le service doit rédiger un projet d'accueil;
- 2° le pouvoir organisateur qui désire organiser un ou plusieurs services doit remettre à chaque membre du service le projet d'accueil;
- 3° le service doit porter à la connaissance de l'Office toute modification à ses statuts;
- 4° le service se soumet à l'inspection pédagogique visée à l'article 25.

Les agents de l'Office ont accès aux locaux où s'exerce l'accueil des enfants. Ils peuvent consulter tous les documents visés dans la présente section;

5° le service rédige un règlement d'ordre intérieur précisant, notamment, les droits et obligations réciproques des parents et du service.

Ce règlement d'ordre intérieur est soumis à l'approbation de l'Office qui vérifie sa conformité avec la réglementation.

Pour les prises en charge visées à l'article 3, § 3, 1°, le règlement d'ordre intérieur est signé pour accord, au moment de l'inscription de l'enfant par les parents.

Pour les prises en charge visées à l'article 3, § 3, 2°, le service transmet le jour de la prise en charge un exemplaire du règlement d'ordre intérieur aux parents;

6° le service veille à ce que l'encadrement, ses infrastructures et ses équipements assurent aux enfants sécurité, salubrité, hygiène et espace, et soient de nature à favoriser leur bien-être et leur épanouissement, en particulier en fonction de l'âge des enfants.

Le service dispose pour chaque membre de son personnel d'un extrait du casier judiciaire modèle 2 exempt de condamnation ou de mesure d'internement pour faits de mœurs, de violence ou pour usage de produits stupéfiants et datant de moins de six mois avant l'engagement. Ce certificat doit être renouvelé tous les cinq ans, ainsi que sur simple demande de l'Office;

7° le service avertit par écrit l'Office préalablement à tout changement pouvant avoir une conséquence significative sur les conditions d'accueil;

8° le service avertit immédiatement l'Office de tout événement grave concernant la gestion du service ou le personnel.

Le service avertit l'Office de tout événement grave, tels que notamment décès, incident disciplinaire sérieux, interruption prolongée des activités du service, faute grave d'un membre du personnel, irrégularité dans la gestion du service, sinistre.

Le service avertit les parents de tout incident relatif aux prises en charge visées à l'article 3, § 3, 1<sup>o</sup> et l'autorité mandante de tout incident relatif aux prises en charge visées à l'article 3, § 3, 2<sup>o</sup>;

9<sup>o</sup> le service avertit l'Office de toute cessation temporaire ou définitive de ses activités. Les modalités et le délai de la cessation d'activité d'un service ainsi que tout changement de pouvoir organisateur ou de lieu d'implantation font l'objet d'un accord de l'Office, après avis du comité d'accompagnement visé à l'article 21;

10<sup>o</sup> le service contracte les assurances destinées à couvrir :

a) la responsabilité civile du fait des biens ou des personnes dont il a la responsabilité en vertu des articles 1382 à 1385 du Code civil;

b) le dommage corporel causé aux enfants pris en charge;

11<sup>o</sup> le service tient le registre d'inscription visé à l'article 6, § 1<sup>er</sup>, reprenant au moins les informations suivantes :

a) les demandes datées de prises en charge;

b) les coordonnées de chaque enfant pris en charge;

c) la date de début et de fin de prise en charge;

d) le type de prise en charge;

e) le nombre et les motifs de refus de prises en charge;

f) les prises en charge ayant fait l'objet d'un travail en famille avant et/ou après l'hébergement.

12<sup>o</sup> dès la prise en charge, le service ouvre un dossier qui contient :

a) le projet individualisé de guidance et d'encadrement ainsi que les pièces relatives à l'évolution de l'enfant. Ces documents peuvent être détruits au plus tôt cinq ans après la majorité de l'enfant;

b) les rapports adressés à l'autorité mandante pour les prises en charge visées à l'article 3, § 3, 2<sup>o</sup>;

13<sup>o</sup> selon les modalités et les recommandations définies par l'Office,

a) le service soumet les enfants à une surveillance de la santé;

b) le service soumet les enfants de 0 à 7 ans non accomplis à une surveillance médicale préventive. A cette fin, il conclut, sur base du modèle préconisé par l'Office, une convention avec un médecin;

c) sauf si une consultation médicale est organisée en son sein, le service entretient un lien fonctionnel avec une consultation créée ou agréée par l'Office. Si la consultation médicale est organisée au sein du service, un local est mis à la disposition de la consultation médicale.

Dans le cadre de la surveillance médicale préventive, le carnet de l'enfant constitue un document de référence servant de liaison entre le service et les parents. A cette fin, les parents veillent si possible à ce qu'il accompagne toujours l'enfant.

Les parents fournissent si possible au médecin du service un certificat médical spécifiant l'état de santé de l'enfant et, le cas échéant, les implications éventuelles sur les aspects collectifs de la santé. Le certificat médical précise également les vaccinations déjà réalisées.

Sauf décision médicale, laquelle est sur la demande du service confirmée par le conseiller médical de la sub-région visé à l'article 18 du décret, tout enfant est vacciné selon les modalités déterminées par l'Office dans le cadre du schéma élaboré par la Communauté française. Les vaccinations sont pratiquées dans le cadre de la surveillance médicale exercée au sein du service ou par un médecin choisi par les parents. Dans ce cas, les parents fournissent au service la preuve des vaccinations. A défaut, le service effectue ces vaccinations.

14<sup>o</sup> pour chaque membre du personnel, le service fournit :

a) un formulaire d'évaluation de la santé à l'embauche du travailleur;

b) un formulaire d'évaluation annuelle de la santé pour chaque travailleur;

15<sup>o</sup> le pouvoir organisateur du service désigne un directeur. Cette désignation est portée dans le mois à la connaissance de l'Office.

Le directeur est âgé d'au moins vingt-quatre ans.

Le directeur est notamment chargé d'assurer la gestion quotidienne, le bon fonctionnement du service et de veiller à l'élaboration et à la mise en application effective du projet d'accueil;

16<sup>o</sup> les membres du personnel du service respectent le code de qualité de l'accueil et le code de déontologie;

17<sup>o</sup> le service dispose au minimum de l'encadrement visé à l'article 10;

18<sup>o</sup> les membres du personnel visé(s) à l'article 10 doivent satisfaire aux conditions de qualifications visées à l'article 11;

19<sup>o</sup> pour le service organisé sous la forme d'une association sans but lucratif, les membres du personnel ne peuvent pas faire partie du pouvoir organisateur. Le nombre de membres du pouvoir organisateur apparentés ou alliés jusqu'au 3<sup>ème</sup> degré aux membres du personnel ne peut excéder un tiers de la totalité des membres du pouvoir organisateur;

20<sup>o</sup> le service assure la formation continue de son personnel notamment par l'inscription :

a) à des modules de formation compris dans un programme de formation continue, adapté aux spécificités du service et arrêté au moins tous les trois ans par le Ministre, sur proposition de l'Office; ce programme est réalisé par l'Office en partenariat avec des établissements d'enseignement de plein exercice et/ou de promotion sociale et les opérateurs de formations agréés par le Ministre;

b) à des formations proposées par les services agréés dans le cadre du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

21° le service conclut avec chaque membre du personnel un contrat de travail;

22° le service rédige annuellement un rapport d'activités conformément à l'article 24;

23° le service tient un registre des présences qu'il complète quotidiennement et qui est tenu à la disposition de l'Office. Sont assimilées à la présence des enfants dans le service :

a) les périodes d'hospitalisation des enfants;

b) les séjours en famille de l'enfant d'une durée maximale de cent vingt jours par an dont trente jours consécutifs;

c) le travail de réinsertion visé à l'article 3, § 4.

*Section II. — Normes d'encadrement*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Les normes d'encadrement sont fixées de la manière suivante :

1° Pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à une unité de seize enfants :

a) 1 équivalent temps plein directeur;

b) 0,5 équivalent temps plein personnel administratif;

c) 1 équivalent temps plein personnel psycho-médico-social;

d) 2 équivalents temps plein personnel d'intendance;

e) 9,5 équivalents temps plein personnel d'accueil;

Soit au total 14 fonctions à temps plein.

2° Pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à vingt-quatre enfants :

a) 1 équivalent temps plein directeur;

b) 0,75 équivalent temps plein personnel administratif;

c) 1,5 équivalent temps plein personnel psycho-médico-social;

d) 3 équivalents temps plein personnel d'intendance;

e) 15,5 équivalents temps plein personnel d'accueil;

Soit au total 21,75 fonctions à temps plein.

3° Pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à trente-deux enfants :

a) 1 équivalent temps plein directeur;

b) 1 équivalent temps plein personnel administratif;

c) 2 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social;

d) 4 équivalents temps plein personnel d'intendance;

e) 19 équivalents temps plein personnel d'accueil;

Soit au total 27 fonctions à temps plein.

4° Pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à quarante enfants :

a) 1 équivalent temps plein directeur;

b) 1,25 équivalent temps plein personnel administratif;

c) 2,5 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social;

d) 5 équivalents temps plein personnel d'intendance;

e) 25 équivalents temps plein personnel d'accueil;

Soit au total 34,75 fonctions à temps plein.

5° Pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à quarante-huit enfants,

a) 1 équivalent temps plein directeur;

b) 1,50 équivalent temps plein personnel administratif;

c) 3 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social;

d) 6 équivalents temps plein personnel d'intendance;

e) 28,5 équivalents temps plein personnel d'accueil;

Soit au total 40 fonctions à temps plein.

6° Pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à cinquante-six enfants :

a) 1 équivalent temps plein directeur;

b) 1,75 équivalent temps plein personnel administratif;

c) 3,5 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social;

d) 7 équivalents temps plein personnel d'intendance;

e) 34,5 équivalents temps plein personnel d'accueil;

Soit au total 47,75 fonctions à temps plein.



7° Pour le service dont la capacité autorisée a été fixée par l'Office, conformément à l'article 5, à soixante-quatre enfants,

- a) 1 équivalent temps plein directeur;
- b) 2 équivalents temps plein personnel administratif;
- c) 4 équivalents temps plein personnel psycho-médico-social;
- d) 8 équivalents temps plein personnel d'intendance;
- e) 38 équivalents temps plein personnel d'accueil;
- f) un équivalent temps plein gradué ou un licencié chargé de la coordination

Soit au total 54 fonctions à temps plein.

§ 2. Pour les services ayant une capacité autorisée inférieure à seize enfants et qui bénéficient de la dérogation visée à l'article 5, alinéa 2, le taux d'encadrement visé au § 1<sup>er</sup>, 1°, est calculé proportionnellement à la capacité autorisée.

### Section III. — Qualification du personnel

**Art. 11.** Pour pouvoir exercer une des fonctions visées à l'article 10, les membres du personnel doivent satisfaire aux conditions de qualification suivantes :

1° Directeur :

a) un diplôme de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social, délivré par une Haute Ecole ou un établissement de promotion sociale, à l'exception du diplôme de Bachelier bibliothécaire documentaliste, Bachelier en communication, Bachelier en écriture multimédia, du Master en communication appliquée et du Master en presse et information, ainsi que trois ans de fonctions éducatives;

b) un Master universitaire ainsi que trois ans de fonctions éducatives.

2° Personnel administratif :

a) Commis :

— un certificat du deuxième degré de l'enseignement secondaire;

b) Rédacteur :

— un certificat de l'enseignement secondaire supérieur.

3° Personnel psycho-médico-social :

a) un diplôme de Bachelier assistant social, de Bachelier assistant en psychologie ou un Master en ingénierie et actions sociales;

b) un Master universitaire dans les domaines suivants : sciences juridiques, criminologie, sciences psychologiques, et de l'éducation, sciences politiques et sociales, sciences médicales, sciences biomédicales et pharmaceutiques et sciences de la motricité tels que visés à l'article 31 du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et finançant les universités.

c) un diplôme de Bachelier en soins infirmiers.

4° Personnel d'accueil :

a) Educateur classe 1 :

au minimum, un diplôme ou un certificat d'études du niveau de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social, à l'exception du diplôme de bibliothécaire documentaliste, au moins de type court, de plein exercice ou de promotion sociale, un diplôme ou un certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur pédagogique, paramédical ou social, délivré par une Haute Ecole ou un établissement de promotion sociale, à l'exception du diplôme de Bachelier bibliothécaire-documentaliste, Bachelier en communication, Bachelier en écriture multimédia, du Master en communication appliquée et du Master en presse et information, ainsi que trois ans de fonctions éducatives;

b) Educateur classe 2A :

— un diplôme ou certificat d'études de l'enseignement secondaire supérieur à orientation sociale, éducative ou paramédicale, de plein exercice ou de promotion sociale ou;

— un diplôme d'aspirant nursing;

— un certificat de qualification de puériculteur, pour autant que le membre du personnel détenteur de ce certificat s'occupe d'enfants de 0 à 6 ans.

c) Educateur classe 2B :

— un certificat d'études de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé avec une qualification éducative;

d) Educateur classe 3 :

— le certificat du deuxième degré de l'enseignement secondaire avec une qualification éducative;

e) Puériculteur : un certificat de qualification de puériculteur.

### CHAPITRE III. — Agrément

**Art. 12.** Pour être agréé et conserver son agrément, le service préalablement autorisé par l'Office selon les modalités de l'arrêté doit, outre le respect des conditions visées à l'article 9, répondre aux conditions complémentaires suivantes :

1° tenir une comptabilité conforme au plan comptable minimum normalisé et selon les modalités définies par le Gouvernement.

Lorsque plusieurs services agréés relèvent d'un même pouvoir organisateur, une comptabilité analytique est tenue par service agréé.

Ces dispositions ne sont pas applicables lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public et qu'à ce titre, un autre plan comptable lui est imposé. Dans ce cas, la comptabilité est tenue sur une fonction budgétaire spécifique et comporte un compte de résultats pour chaque service. Les bonis éventuels cumulés sur les subventions doivent être maintenus dans les comptes du service;

2° sauf lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public, le pouvoir organisateur du service doit mettre en place un système de contrôle de la comptabilité du service, tant en recettes qu'en dépenses, par un administrateur chargé de faire rapport semestriellement. Une copie de ces rapports est tenue à disposition de l'Office;

Les comptes annuels doivent en outre être vérifiés par un expert-comptable ou, si la loi l'impose, certifiés par un réviseur d'entreprises. Leurs rapports de contrôle font mention de leur numéro d'immatriculation à l'Institut des Experts-Comptables ou à l'Institut des Réviseurs d'entreprises, et portent en priorité sur :

- a) l'application du plan comptable dont question au point 1;
- b) l'activité financière du service;
- c) les différentes rubriques du bilan et leur fondement;
- d) les dépenses en frais de personnel et leur concordance avec les relevés établis en matière de sécurité sociale et de précompte professionnel;
- e) le résultat de l'exercice comptable vérifié;

3° faire parvenir à l'Office, au plus tard le 30 juin, un exemplaire des comptes annuels de l'exercice écoulé et du budget de l'exercice en cours.

Pour le service dont le pouvoir organisateur est constitué en association sans but lucratif, les rapports de l'expert-comptable ou du réviseur d'entreprises ainsi qu'une copie de la délibération de l'assemblée générale qui a donné décharge aux administrateurs pour leur gestion de l'exercice écoulé sont joints.

4° communiquer à l'Office ce qu'il compte mettre en œuvre pour rétablir l'équilibre financier lorsqu'au terme d'un exercice comptable qui se termine, le cas échéant, par une perte qui dépasse cinq pour cent de l'ensemble des produits de l'année, ou si le déficit cumulé dépasse dix pour cent des produits de l'année;

5° à défaut d'un Conseil d'entreprise ou d'un Comité de prévention et de protection des travailleurs, tenir à la disposition des membres du personnel qui pourront le consulter sur simple demande un exemplaire des comptes annuels, les informer annuellement de ces comptes et de l'utilisation de la subvention. Cette information a lieu chaque année lors d'une des réunions organisées entre la direction et les membres du personnel;

6° communiquer, dans le mois, à l'inspection comptable de l'Office, toute modification des données fournies lors de l'examen de la demande d'agrément et répondre à toute demande d'information formulée par le service de l'inspection comptable;

7° conserver les pièces justificatives comptables pendant sept ans; en cas d'action en justice, le délai précité est prolongé jusqu'à la conclusion définitive de la procédure judiciaire;

8° être ouvert à l'accueil d'enfants porteurs de handicap et, à cette fin, justifier de sa capacité à offrir à ces enfants un accueil de qualité au sens du code de qualité de l'accueil. Si le service estime ne pas pouvoir accueillir de tels enfants, il peut demander une dérogation à l'Office. La demande de dérogation est motivée et figure dans la demande d'agrément.

#### CHAPITRE IV. — Procédures d'autorisation et d'agrément

##### Section I<sup>re</sup>. — Dispositions spécifiques pour la demande d'autorisation

**Art. 13.** La demande d'autorisation adressée à l'Office contient les indications ou pièces suivantes :

- 1° un exemplaire des statuts ou du projet de statuts du pouvoir organisateur attestant que son objet ou l'un de ses objets est de remplir la mission visée à l'article 3;
- 2° une proposition d'un projet d'accueil visé à l'article 20 du code de qualité de l'accueil;
- 3° la capacité de prises en charge à autoriser;
- 4° le projet de contrat d'assurance visé à l'article 9, 10°, garantissant la responsabilité civile et professionnelle du service et des personnes dont il répond;
- 5° la description des locaux et de l'environnement permettant d'assurer aux enfants sécurité, salubrité, hygiène et espace, et de favoriser leur bien-être et leur épanouissement ainsi qu'une attestation de conformité du service régional d'incendie et une autorisation du Collège des Bourgmestres et Echevins.

##### Section II. — Dispositions spécifiques pour la demande d'agrément

**Art. 14.** La demande d'agrément adressée à l'Office contient les indications ou pièces suivantes :

- 1° l'autorisation, sauf si la demande d'agrément est envoyée concomitamment avec la demande d'autorisation;
- 2° l'identification de l'expert-comptable ou du réviseur d'entreprises chargé de vérifier les comptes annuels;
- 3° la capacité autorisée de prises en charge à subventionner.

##### Section III. — Dispositions communes aux procédures d'autorisation et d'agrément

###### Sous-section I<sup>re</sup>. — Demande d'autorisation ou d'agrément

**Art. 15.** La demande d'autorisation ou d'agrément est adressée à l'Office par lettre recommandée.

**Art. 16.** Sous réserve de l'application de l'article 6, § 2, du décret, l'Office accuse réception du dossier complet de demande d'autorisation dans les quinze jours à dater de la demande. Le cas échéant, il informe celui-ci que le dossier n'est pas complet et identifie le ou les document(s) manquant(s).

Dans les quinze jours de la réception des documents manquants, l'Office en accuse réception auprès du service.

Concomitamment, l'Office envoie le dossier complet pour avis au Comité d'accompagnement visé à l'article 21.

A défaut pour le Comité d'accompagnement d'avoir rendu son avis à l'Office dans les trente jours qui suivent la réception du dossier complet, l'avis est présumé favorable.

L'Office statue sur la demande d'autorisation dans les soixante jours de la réception du dossier complet et communique sa décision au service.

La procédure visée au présent article est également applicable pour la demande d'agrément et pour celle introduite concomitamment à la demande d'autorisation.

La demande d'agrément introduite en même temps que la demande d'autorisation est examinée concomitamment.

## Sous-section II. — Refus, suspension et retrait de l'autorisation ou de l'agrément

**Art. 17.** L'Office peut refuser l'autorisation ou l'agrément s'il constate qu'une des conditions visées dans l'arrêté n'est pas respectée.

Il en informe le service par lettre recommandée. La lettre expose les motifs du refus d'autorisation ou d'agrément et reproduit les dispositions de cet article et de l'article 19.

Le service dispose d'un délai de trente jours à dater de la réception du refus d'autorisation ou d'agrément pour remédier aux éléments visés dans celui-ci.

Si, à l'échéance de ce délai, le service ne s'est pas conformé à l'ensemble des conditions d'octroi de l'autorisation ou de l'agrément, l'Office confirme la décision de refus, après avis du comité d'accompagnement visé à l'article 21.

La décision est notifiée au service par lettre recommandée.

**Art. 18.** Lorsque l'Office constate, après que l'autorisation ou l'agrément ait été délivré, qu'une des conditions d'octroi de celle-ci ou de celui-ci n'est plus respectée, il peut adresser au service agréé ou autorisé une mise en demeure de se conformer à ses obligations.

Le service agréé ou autorisé dispose d'un délai de trente jours pour se conformer aux injonctions de l'Office visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Si, à l'échéance de ce délai, le service autorisé ou agréé ne s'est pas conformé aux dispositions de la mise en demeure, l'Office peut suspendre ou retirer l'autorisation ou l'agrément accordé au service.

La décision de suspension ou de retrait de l'autorisation ou de l'agrément est motivée et notifiée au service par lettre recommandée.

**Art. 19.** Un recours motivé contre la décision de refus, de suspension ou de retrait d'autorisation ou d'agrément peut être adressé au Conseil d'administration de l'Office.

Ce recours doit être introduit par lettre recommandée dans les quinze jours de la réception de la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

A l'exception de la situation où la santé et le bien-être des enfants accueillis sont gravement compromis, l'introduction du recours suspend les effets de la décision visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le Conseil d'administration de l'Office confirme par lettre recommandée au service le refus, la suspension ou le retrait d'autorisation ou d'agrément ou octroie l'autorisation ou l'agrément. Préalablement à sa décision, le Conseil d'administration de l'Office doit entendre un représentant du pouvoir organisateur ou le directeur du service afin qu'il puisse faire valoir ses droits. La personne convoquée peut être accompagnée d'une personne de son choix.

Après avoir entendu la(les) personne(s) convoquée(s), le Conseil d'administration de l'Office peut encore accorder un ultime délai pour permettre au service de se conformer à ses injonctions.

Dans ce cas, il peut soit enjoindre au service d'informer les parents des enfants accueillis de l'existence de la procédure engagée, selon les termes et modalités qu'il détermine au cas d'espèce, soit procéder lui-même à cette information.

**Art. 20.** La suspension ou le retrait de l'autorisation entraîne la suspension ou le retrait de l'agrément et de la subvention octroyée au service.

CHAPITRE V. — *Le Comité d'accompagnement**Section I<sup>re</sup>. — Composition*

**Art. 21.** Il est constitué un comité d'accompagnement dont les membres effectifs et suppléants sont désignés par le Ministre.

Il est composé :

- d'un représentant de l'Administration de l'Office;
- d'un représentant de l'administration;
- d'un représentant du Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions;
- d'un représentant du Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;
- d'un représentant du Conseil d'administration de l'Office;
- d'un représentant de l'Union des Conseillers Directeurs de l'Aide à la jeunesse;
- d'un représentant de chaque fédération des services;
- d'un représentant des juges de la jeunesse.

Le président est désigné par le Ministre parmi les membres effectifs.

Le secrétariat est assuré par l'Office.

*Section II. — Missions*

**Art. 22.** Le comité a un rôle d'avis notamment :

- sur toute question relevant de l'accueil spécialisé de la petite enfance;
- sur les demandes de l'Office en matière d'autorisation et d'agrément des services;
- sur la programmation des services.

*Section III. — Règlement d'ordre intérieur*

**Art. 23.** Le comité d'accompagnement adopte un projet de règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation de l'Office et du Ministre.



CHAPITRE VI. — *Rapport annuel d'activités*

**Art. 24.** Chaque service autorisé, agréé et chaque milieu organisé par l'Office remet à l'Office, au plus tard pour le 30 juin, un rapport d'activités annuel couvrant l'année civile précédente.

Le service autorisé, agréé ainsi que le milieu organisé par l'Office informe les membres du personnel qu'ils peuvent consulter ce rapport sur simple demande.

Ce rapport, élaboré selon la grille normalisée définie par l'Office, précise notamment pour chaque service autorisé, agréé et pour chaque milieu organisé par l'Office :

- 1° les mises à jour du projet d'accueil;
- 2° les formations visées à l'article 9, 20°;
- 3° le nombre d'enfant pris en charge en distinguant les prises en charge visées à l'article 3, § 3, 1°, et 2°;
- 4° la date de début et de fin de prise en charge. Le cas échéant, le nombre de prises en charge ayant fait l'objet de la dérogation visée à l'article 3 en distinguant les prises en charge visées aux § 3, 1°, et 2°;
- 5° les motifs de la prise en charge;
- 6° le nombre de prises en charge ayant fait l'objet d'un travail en famille avant et/ou après l'hébergement;
- 7° une évaluation du travail réalisé.

CHAPITRE VII. — *Inspection pédagogique et comptable**Section I<sup>re</sup>. — Inspection pédagogique*

**Art. 25.** L'Office assure de manière coordonnée l'inspection pédagogique du service avec les agents de l'administration.

Chaque inspection fait l'objet d'un rapport communiqué au service. Le rapport mentionne, le cas échéant, les délais octroyés au service pour remédier aux remarques formulées.

*Section II. — Inspection comptable*

**Art. 26.** Les services agréés se soumettent à l'inspection comptable de l'Office et tiennent à la disposition de celui-ci les pièces comptables justificatives.

CHAPITRE VIII. — *Financement**Section I<sup>re</sup>. — Sources**Sous-section I<sup>re</sup>. — l'Office*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Dans la limite des crédits disponibles, chaque service agréé bénéficie d'une subvention annuelle pour frais de personnel et d'une subvention annuelle pour frais de fonctionnement octroyées par l'Office. Le montant de ces subventions est fixé en fonction de la capacité agréée déterminée conformément à l'article 5 et communiqué au service concerné.

§ 2. Sur décision de ses organes de gestion, l'Office peut prendre en charge les subventions afférentes à la surveillance médicale préventive des enfants visée à l'article 9, 13°, b), moyennant l'avis favorable des agents de l'Office.

*Sous-section II. — Pouvoir public ou organisme public*

**Art. 28.** § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'autorité mandante confie un enfant à un service autorisé, agréé ou à un milieu organisé par l'Office, il intervient à concurrence du taux journalier de 86,50 EUR indexable, comprenant les frais d'entretien de l'enfant.

§ 2. Les montants versés par un pouvoir public ou un organisme public sont déduits du montant des subventions octroyées par l'Office lorsque la prise en charge est réalisée dans la capacité agréée.

§ 3. Lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre que l'autorité mandante confie un enfant à un service autorisé ou agréé, il supporte les frais médicaux exceptionnels, paramédicaux, psychothérapeutiques, d'orthèses, d'achat de matériel fourni par les bandagistes ou les orthopédistes et de prothèses.

§ 4. A chaque prise en charge d'un enfant réalisée dans le cadre d'un travail de réinsertion dans le milieu de vie visé à l'article 3, § 4, une allocation journalière de 3,54 EUR indexable est octroyée pour chaque séjour, par le service ou le milieu organisé par l'Office, aux personnes qui ont la charge de l'enfant, pour autant que l'enfant soit bénéficiaire d'allocations familiales perçues par le pouvoir public ou l'organisme public qui a placé l'enfant. Cette allocation est due au service ou au milieu organisé par l'Office par le pouvoir public ou l'organisme public, autre que l'autorité mandante, qui perçoit les allocations familiales.

*Sous-section III. — Intervention financière relative aux frais médicaux spéciaux et exceptionnels pour les prises en charge visées à l'article 3, § 3, 2°*

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. Les frais d'hospitalisation inférieurs à 500,00 EUR pour une même intervention et les frais relatifs à des frais de consultation de médecins généralistes ou spécialistes sont remboursés par l'administration.

Les frais d'hospitalisation visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont remboursés à concurrence du prix du séjour en chambre commune, sauf circonstances spéciales justifiant le séjour en chambre individuelle. Les frais d'accompagnement ne sont pris en charge que si leur nécessité est établie par un certificat médical.

§ 2. Sont remboursés par l'administration :

- 1° les soins de santé ou la fourniture de produits pharmaceutiques exceptionnels notamment par leur coût, leur fréquence et leur durée;
- 2° les frais de transport en ambulance et les frais d'hospitalisation dépassant 500,00 EUR;
- 3° les traitements paramédicaux et psychothérapeutiques ou les traitements non prévus par la nomenclature des soins de santé, après avis du médecin-inspecteur, limités aux montants suivants :
  - a) 22,31 EUR par séance de psychothérapie;
  - b) 14,87 EUR par séance de psychomotricité;
  - c) 12,39 EUR par séance chez une pédicure ou un podologue

4° les frais d'orthèses, d'achat de matériel fourni par les bandagistes ou les orthopédistes et de prothèses, à l'exception des lentilles;

5° les frais pour l'achat de monture de lunettes limitée à 99,16 EUR.

§ 3. Les dépenses visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 requièrent la production d'une facture ou de tout autre document probant.

Ces documents sont admissibles à concurrence des montants et selon les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en matière d'assurance maladie-invalidité, sous déduction du remboursement à charge de l'organisme assureur.

§ 4. Pour pouvoir être admissibles, les dépenses visées au § 2 doivent avoir été autorisées préalablement par l'administration sauf dans le cas d'hospitalisation en urgence.

L'administration notifie au service agréé ou au milieu organisé par l'Office sa décision quant à l'admissibilité ou non de ces dépenses.

L'admissibilité de ces dépenses requiert la présence de l'enfant dans le service agréé ou dans le milieu organisé par l'Office.

La demande d'admissibilité de ces dépenses comporte le certificat médical et les informations nécessaires quant au montant prévu des frais, au nombre et au coût des séances de soins, à la période, la durée et le début des prestations ainsi qu'à l'identité professionnelle du thérapeute. S'il échet, le certificat mentionne le caractère indispensable du transport en ambulance.

§ 5. Les dépenses visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, ne sont pas admissibles :

1° si une personne physique ou morale est tenue légalement, conventionnellement ou en vertu d'une décision judiciaire au paiement ou au remboursement de ces frais;

2° si les frais exposés résultent d'un fait couvert par un contrat d'assurance; en cas de franchise, les montants non couverts par celle-ci peuvent être pris en charge;

3° si les frais exposés résultent d'une faute volontaire d'un membre du personnel du service.

§ 6. Au cas où une personne physique ou morale peut être tenue, même partiellement, au remboursement des frais visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 ou lorsque des subsides couvrant ceux-ci peuvent être obtenus auprès d'autres personnes morales de droit public, la demande d'admissibilité relative à ces dépenses indique les démarches effectuées en vue d'obtenir ce remboursement. Le résultat des démarches est communiqué à l'administration.

#### Sous-section IV. — Les parents

**Art. 30.** Pour toutes les prises en charge visées à l'article 3, § 3, 1°, le service autorisé, agréé ou le milieu organisé par l'Office demande aux parents une participation financière par journée d'hébergement, sauf lorsqu'un pouvoir public ou un organisme public autre qu'une autorité mandante ou l'Office prend en charge la totalité des frais d'entretien.

La participation financière par journée d'hébergement est fixée conformément aux dispositions du Livre IV de l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation générale des milieux d'accueil.

#### Section II. — Modalités d'octroi des subventions octroyées par l'Office

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions visées à l'article 27 sont octroyées au service agréé pour autant que le taux d'occupation soit supérieur ou égal à 90 % de la capacité agréée. A défaut, le montant des subventions annuelles peut être diminué au prorata de la différence entre le pourcentage du taux d'occupation réalisé et 90 % de la capacité agréée.

§ 2. Le service agréé ayant un taux d'occupation inférieur à 90 % transmet les éléments de justification à l'Office et au Comité d'accompagnement qui les examine. Après avoir reçu l'avis du Comité d'accompagnement visé à l'article 21, l'Office peut diminuer les subventions du service à due concurrence.

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions visées à l'article 27 sont versées par l'Office mensuellement sous forme d'avances, à raison d'un douzième.

A la fin de l'exercice budgétaire, l'Office octroie à chaque service le solde des subventions sur base d'une demande de subventions, introduite pour la fin de l'année civile et dûment complétée. A défaut de la réception de la demande, l'Office est habilité à récupérer en tout ou partie les avances mensuelles versées.

§ 2. Sous réserve des crédits disponibles, l'Office peut octroyer à chaque service agréé, au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire, une avance de trésorerie à valoir sur les subventions pour l'exercice budgétaire en cours.

Cette avance de trésorerie correspond au montant des trois premières mensualités des subventions et est récupérée lors du premier versement desdites avances mensuelles pour l'exercice budgétaire concerné.

**Art. 33.** § 1<sup>er</sup>. La partie non utilisée ou non justifiée des subventions visées à l'article 27 fait l'objet d'un trop perçu récupérable à l'issue de l'exercice budgétaire concerné.

En cas de fin d'activité du service agréé, la récupération du trop-perçu intervient avant la fin de la période de subventions.

Lorsque l'Office a, sur base d'un rapport rédigé par son inspection comptable, décidé de récupérer tout ou partie d'une subvention, le service agréé concerné peut, dans le mois qui suit la notification de la décision, faire valoir par écrit ses arguments sur les modalités de la récupération. Passé ce délai, et après examen des moyens invoqués par le service agréé, l'Office fait connaître sa décision et procède, s'il échet, à la récupération immédiate. Si des circonstances particulières le justifient, l'Office peut octroyer des termes et délais.

La partie des subventions avancées qui doit être récupérée par l'Office peut être portée en déduction des subventions octroyées.

§ 2. Les capitaux propres correspondent uniquement au capital de départ du service agréé, aux dons et legs qu'il reçoit et aux produits d'activités lucratives qu'il organise.

Sont également des fonds propres, les intérêts bancaires perçus sur le placement des capitaux propres précités, ainsi que, dans le cas des personnes morales de droit public, les fonds publics dont disposent celles-ci.

En aucun cas, la partie non justifiée ou non utilisée des subventions octroyées, y inclus les intérêts bancaires résultant du placement des subventions, ne peut être incluse dans les capitaux propres du service agréé; ce principe vaut également lorsque le pouvoir organisateur du service agréé est une personne morale de droit public.

§ 3. Lorsqu'un service agréé est en défaut de produire un ou plusieurs documents dans le délai imparti, le paiement des subventions peut être mis en suspens tant que l'Office n'est pas en possession du ou des documents manquants.

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Les subventions octroyées sont diminuées à concurrence des subventions versées par d'autres personnes morales de droit public ou des fonds sociaux à l'emploi. Il n'est toutefois tenu compte de celles-ci que dans la mesure où elles ont été versées pour couvrir des dépenses déjà prises en considération pour la justification des subventions octroyées. Les subsides de la Loterie nationale ne font pas l'objet d'une récupération.

§ 2. Toute subvention ou tout remboursement de frais exposés, obtenus sur une autre base que l'arrêté, est signalé par le service agréé à l'Office. Les dépenses couvertes par ces subventions ou remboursements de frais doivent être reprises de manière complète et distincte dans le plan comptable visé à l'article 12, 1<sup>o</sup>, de l'arrêté.

§ 3. En cas de cofinancement du service agréé par un autre pouvoir public dans le cadre d'un accord conclu avec l'Office, celui-ci peut déterminer que l'intervention financière de l'autre pouvoir public est déduite des subventions annuelles.

### *Section III. — Subvention pour frais de personnel*

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Le service agréé reçoit de l'Office la subvention visée à l'article 27 destinée à couvrir ses frais de personnel.

La subvention est calculée sur base des normes d'encadrement visées à l'article 10 et d'une ancienneté pécuniaire de quinze années suivant les échelles barémiques de la convention collective de la commission paritaire 319.02 applicable aux services.

La subvention est égale à la rémunération brute augmentée de 61,06 % pour couvrir les charges patronales légales et autres avantages complémentaires légaux.

§ 2. La subvention pour frais de personnel est diminuée de toutes les subventions et réductions de charges octroyées au service agréé par des aides publiques à l'emploi à concurrence du nombre de fonctions correspondant à la norme d'encadrement visée à l'article 10.

**Art. 36.** Pour la justification des frais de personnel, seules les dépenses relatives au nombre de fonctions correspondant à la norme d'encadrement visée à l'article 10 et aux qualifications visées à l'article 11 sont admissibles.

Ces dépenses admissibles sont les suivantes.

1<sup>o</sup> le paiement des rémunérations calculées suivant les échelles barémiques de la convention collective de la commission paritaire 319.02 applicable aux services;

2<sup>o</sup> le paiement des charges patronales visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'article 35, afférentes à ces rémunérations;

3<sup>o</sup> la partie de la rémunération et des charges patronales légales qui incombent au service en complément de l'intervention des pouvoirs publics dans le cadre des aides publiques à l'emploi.

4<sup>o</sup> le paiement des charges de préavis prestés ou non, à concurrence de la durée minimale de préavis prévue par la législation sociale.

Lorsque la durée minimale précitée est prolongée par jugement du tribunal du travail, consécutivement à un recours du membre du personnel, le Gouvernement décide si tout partie des charges supplémentaires décidées par le tribunal du travail sont prises en considération pour justifier la subvention. Lorsqu'il est donné pour cause de cessation définitive des activités du service, le préavis doit être presté jusqu'à la fin des activités du service.

En cas de retrait de l'agrément, la subvention annuelle est adaptée pour couvrir le paiement de la partie des préavis minimum légaux supportés par le service après la fin de l'agrément, à condition que l'utilisation conforme de la subvention définitive soit garantie et après déduction des trop-perçus de subventions, le cas échéant. Dans le cas où il est constaté une utilisation non conforme de la subvention, il sera également fait déduction des fonds propres dont dispose le pouvoir organisateur.

### *Section IV. — Subvention pour frais de fonctionnement*

**Art. 37.** § 1<sup>er</sup>. Le service agréé reçoit de l'Office la subvention visée à l'article 27 pour frais de fonctionnement d'un montant de 4.065,48 EUR indexable par prise en charge agréée.

En cas d'augmentation ou de diminution de la capacité agréée en cours d'année, la subvention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est adaptée à la date de la modification.

§ 2. Sont admissibles pour la justification des frais de fonctionnement, les dépenses suivantes :

1<sup>o</sup> les frais d'occupation des immeubles, notamment les loyers, charges locatives et frais de déménagement, frais de surveillance;

2<sup>o</sup> lorsque le service agréé est propriétaire des immeubles qu'il occupe, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux immeubles précités. Le taux d'amortissement est fixé à 3,333 %. Un taux d'amortissement de 10 ou 6,666 % peut être pris en considération pour les aménagements ou gros travaux d'entretien des immeubles;

3<sup>o</sup> les frais de produits d'entretien;

4<sup>o</sup> les frais d'entretien des locaux et de leur contenu;

5<sup>o</sup> les frais d'eau, d'énergie et de combustibles;

6<sup>o</sup> les frais d'administration;

7<sup>o</sup> les frais d'assurances non relatives au personnel, soit les assurances incendie, vol, responsabilité civile obligatoire du service agréé, véhicules, matériel de bureau et informatique;

8° les frais juridiques, en ce compris les honoraires d'avocats et d'experts pour autant qu'il n'y ait pas désaccord de l'inspection comptable de l'Office, uniquement dans le cadre de la défense des membres du personnel par rapport aux bénéficiaires de l'aide apportée par le service agréé;

9° les honoraires des superviseurs et formateurs, sur base de factures dûment établies et à concurrence d'un montant maximum annuel fixé à 3.111,39 EUR par service agréé;

10° les honoraires de vérification ou de certification des comptes annuels, conformément aux dispositions de l'article 12, 3°. Ces frais sont pris en considération sur base de factures dûment établies, à concurrence d'un montant maximum annuel indexable par service agréé :

a) fixé à 933,39 EUR, pour un service agréé comptant jusqu'à 10 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'effectif prises en considération pour le calcul de la subvention;

b) fixé à 933,39 EUR et majoré de 71,84 EUR par fonction supplémentaire équivalent temps plein attribuée en plus de 10 et jusque 49, au total, par les normes d'effectif précitées;

11° les honoraires afférents à des tâches administratives et comptables nécessaires au bon fonctionnement du service agréé ou au respect des conditions d'agrément. Ces frais sont pris en considération sur base de factures dûment établies et dans la limite d'un montant maximum annuel indexable par service agréé :

a) de 4.065,45 EUR jusqu'à 10 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'encadrement prises en considération pour le calcul de la subvention pour frais de personnel;

b) de 4.397,38 EUR jusqu'à 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'encadrement précitées;

c) de 6.513,15 EUR au-delà de 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'encadrement précitées;

12° les montants payés aux agences locales pour l'emploi pour des tâches ponctuelles qui ne relèvent pas des tâches habituelles du personnel du service agréé;

13° les frais de secrétariat social, à savoir le calcul des salaires, les formalités liées au paiement des salaires et à accomplir dans le cadre de la législation sociale et fiscale, le soutien logistique et juridique; sur base de factures dûment établies, ces frais sont couverts par la subvention à concurrence de 188,77 EUR indexables à majorer de la T.V.A., par travailleur et par année;

14° les cotisations payées aux organisations représentatives des services, à concurrence d'un montant maximum de 53,94 EUR indexable par an et par emploi temps plein pris en considération pour le calcul de la subvention pour frais de personnel;

15° les frais de formation continue du personnel en Belgique. Les frais de formation à l'étranger sont subordonnés à l'accord de l'Inspection comptable de l'Office; celle-ci peut fixer, sans effet rétroactif, le montant maximum des frais qui peuvent être subventionnés. Cette décision doit faire l'objet d'une motivation.

Les frais de formation ne peuvent être supérieurs à un montant équivalent à 20 % de la subvention annuelle pour frais de fonctionnement.

Les frais de formation correspondent soit à des formations de spécialisation en rapport avec la fonction occupée et le niveau de celle-ci, les études générales étant exclues, soit à des participations à des colloques, conférences, congrès, séminaires et journées d'études;

16° les frais de déplacements et de missions du personnel, en Belgique, sur la base du tarif kilométrique applicable aux membres du personnel des Services du Gouvernement de la Communauté française. Les frais de déplacements à l'étranger sont subordonnés à l'accord de l'Inspection comptable de l'Office. Cet accord peut être annuel, de principe et concerner un ensemble de dépenses;

17° les frais d'annonces, de publicités, de documentation;

18° lorsqu'il y a usage professionnel, les frais liés à l'utilisation des véhicules, y inclus l'assurance omnium missions et, s'il échet, le surcoût afférent à l'assurance responsabilité civile véhicule;

19° les frais d'évacuation des déchets;

20° les frais de matériel didactique;

21° les frais bancaires et les charges d'emprunt nécessaires au bon fonctionnement du service;

22° les frais exceptionnels, dans le cadre des tâches visées aux points 10°, 11° et 13° pour autant qu'il y ait accord de l'inspection comptable de l'Office;

23° la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux mobilier, matériel et autres équipements. Le taux d'amortissement est fixé à 20 % pour le matériel fixe et roulant ainsi que pour le mobilier et le matériel de bureau. Il est fixé à 33,33 % pour les matériels informatiques et software;

24° les taxes et impôts directs et indirects liés à l'activité agréée du service;

25° les facturations internes afférentes aux points 11° et 13° pour l'ensemble des services agréés organisés par un pouvoir organisateur, ainsi que les facturations afférentes au point 6° uniquement lorsque le pouvoir organisateur est un pouvoir public, sont acceptées dans le respect des modalités ci-après :

a) pour les honoraires afférents aux tâches administratives et comptables visées au 11°, à concurrence au maximum d'un montant annuel;

— de 4.065,45 EUR jusqu'à 10 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'encadrement prises en considération pour le calcul de la subvention pour frais de personnel;

— de 4.397,38 EUR jusqu'à 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'encadrement précitées;

— de 6.512,41 EUR au-delà de 16 fonctions équivalent temps plein attribuées par les normes d'encadrement précitées;

b) pour les tâches visées au 13° précité : les dispositions visées au même 13° sont applicables sans tenir compte de la majoration pour la T.V.A.;

c) pour les frais d'administration visés au 6°, uniquement pour les services agréés dont le pouvoir organisateur est un pouvoir public, à concurrence de maximum 26.965,24 EUR indexables par an;

26° les dépenses courantes d'hébergement, d'entretien et d'éducation de l'enfant;

27° les frais médicaux, à l'exception des frais visés à l'article 29.



**Art. 38.** La subvention pour frais de fonctionnement peut également couvrir les dépenses de personnel pour autant qu'elles remplissent les conditions visées aux articles 35 et 36.

*Section V. — Indexation*

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. La subvention pour frais de personnel visée à l'article 35, § 1<sup>er</sup>, est indexée conformément à la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public, telle que modifiée.

Le montant de cette subvention est lié à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

§ 2. La subvention pour frais de fonctionnement visée à l'article 37, § 1<sup>er</sup>, et les montants indexables visés à l'article 37, § 2 sont indexés annuellement conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée.

Le montant de cette subvention est lié à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

§ 3. Les montants visés à l'article 29, § 2, 3<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup>, sont majorés de 2 % lors de chaque nouvelle indexation intervenant après le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Les dates des indexations sont déterminées en application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée.

§ 4. Les montants visés à l'article 28, § 1<sup>er</sup> et § 4 sont indexés conformément à la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants, telle que modifiée.

Ces montants sont liés à l'indice-pivot 138,01; le coefficient d'indexation 1,0000 correspond aux montants indexés au 1<sup>er</sup> janvier 1990.

*CHAPITRE IX. — Dispositions transitoire, abrogatoire et finales*

**Art. 40.** § 1<sup>er</sup>. En raison de la limite des crédits disponibles octroyés aux services agréés, les frais de personnel visés à l'article 35 sont calculés à concurrence de 90 % des normes d'encadrement visées à l'article 10 pour autant que le service atteigne au moins 90 % de ces normes.

§ 2. La différence entre les subventions dont bénéficiaient les services en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office, tel que modifié, et les subventions calculées en application du § 1<sup>er</sup> et des articles 35 à 38, est limitée à 30 %, nonobstant l'obligation pour les services d'engager le personnel supplémentaire octroyé dans le cadre des programmes de remise au travail afin d'atteindre 90 % des normes d'encadrement visées à l'article 10.

§ 3. Les subventions visées à l'article 27 ne peuvent être inférieures aux subventions octroyées aux services en application de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office, tel que modifié.

§ 4. Pour autant que le service respecte au minimum 90 % du nombre de fonctions à temps plein prévu à l'article 10 en fonction de sa capacité agréée, le service peut répartir différemment les équivalents temps-plein des catégories relevant du personnel administratif, psycho-médico-social, d'intendance et d'accueil tant que les crédits disponibles ne permettent pas de financer à 100 % les normes d'encadrement.

§ 5. Pour autant que le service respecte au minimum 90 % du nombre de fonctions à temps plein prévu à l'article 10 en fonction de sa capacité agréée, les qualifications du personnel d'accueil du service peuvent être différentes de celles visées à l'article 11 tant que les crédits disponibles ne permettent pas de financer à 100 % les normes d'encadrement et moyennant le respect des qualifications prévues dans la convention collective de la commission paritaire 319.02.

§ 6. Pour l'année 2009, l'Office tient compte de l'avance déjà versée conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office, tel que modifié, pour le versement des subventions calculées selon les modalités du présent arrêté.

§ 7. La participation financière des parents visée à l'article 30 sera déduite des subventions visées à l'article 27 lorsque les crédits disponibles permettront de financer à 100 % les normes d'encadrement visées à l'article 10.

§ 8. La subvention pour frais de personnel peut être portée à 100 % des normes d'encadrement visées à l'article 10, sur base d'une décision du Gouvernement.

§ 9. En cas de décision du Gouvernement d'augmenter la capacité d'accueil agréée des services ou en cas de modification de la capacité d'accueil des services par l'Office, la priorité est donnée aux services bénéficiant de la dérogation visée à l'article 5, alinéa 3, pour autant que l'augmentation de capacité de ces services corresponde aux besoins identifiés et qu'elle s'ajoute à la capacité autorisée du service au moment de la décision.

**Art. 41.** Les services en activité, conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office, tel que modifié, sont tenus d'introduire une demande d'autorisation et d'agrément conformément aux dispositions de l'arrêté endéans les six mois de l'entrée en vigueur de celui-ci.

Ils sont réputés autorisés et agréés pour leur capacité actuelle jusqu'à la décision relative à leur demande d'autorisation et d'agrément prise conformément aux dispositions du présent arrêté.



**Art. 42.** Les membres du personnel qui, au 1<sup>er</sup> juillet 2008, exerçaient une fonction visée à l'article 10, sont considérés comme remplissant les conditions de qualification inhérentes à leur fonction visées à l'article 11.

**Art. 43.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 janvier 2002 portant réglementation générale et fixant les modalités de subventionnement des services d'accueil spécialisé de la petite enfance agréés par l'Office, tel que modifié, est abrogé.

**Art. 44.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

**Art. 45.** La Ministre ayant l'Enfance dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 30 avril 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :  
La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

#### VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3530

[C — 2009/29558]

**30 APRIL 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene regeling en tot vaststelling van de nadere regels voor de subsidiëring van de opvangmilieus georganiseerd door de « Dienst » en van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, II;  
Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 2 en 43, tweede lid;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort : "ONE", zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 2, § 1, vierde lid, 4<sup>o</sup> en 5<sup>o</sup>, artikel 3 en artikel 6, § 2;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd;

Gelet op de beheersovereenkomst 2008-2012, gesloten op 6 maart 2008 tussen de "Office de la Naissance et de l'Enfance" en de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Adviesraad van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 12 december 2008, met toepassing van artikel 22 van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort : "ONE";

Gelet op het advies van de Raad van bestuur van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", gegeven op 17 december 2008, met toepassing van artikel 3 van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 februari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 5 februari 2009;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 18 maart 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind over een kwaliteitskader moeten kunnen beschikken om kinderen op te vangen die tijdelijk door hun familie niet kunnen opgevangen worden;

Overwegende dat de voorwaarden en de procedures voor de machtiging en de erkenning van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind moeten worden bepaald;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Definities, toepassingsgebied, opdrachten en opvang*

##### *Afdeling I. — Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> "het decreet" : het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", afgekort "ONE";

2<sup>o</sup> "de Minister" : de Minister van Kinderwelzijn;

3<sup>o</sup> "de Dienst" : de "Office de la Naissance et de l'Enfance" (Dienst voor Geboorte en Kinderwelzijn);

4<sup>o</sup> "bestuur" : het bestuur van de Franse Gemeenschap dat belast is met de hulpverlening aan de jeugd;

5<sup>o</sup> "Subregionaal comité" : Subregionaal Comité van de Dienst, zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet;

6<sup>o</sup> "opdrachtgevende overheid" : de adviseur van hulpverlening aan de jeugd, de directeur van hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank;

7<sup>o</sup> "C.I.O.C." : Informatie-, Oriëntatie- en Coördinatiecel bedoeld in artikel 2 van het besluit van 12 september 2008 betreffende de samenwerking tussen de opdrachtgevende overheden en het geheel van de diensten van de sector van de Hulpverlening aan de Jeugd;

8° "kwaliteitsopvangcode": de code bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2003 tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode;

9° "machtiging": de beslissing van de "Dienst" voorafgaand aan de werking van elke dienst bedoeld in artikel 6, § 2 van het decreet en waarbij bewezen wordt dat de voorwaarden bedoeld in het besluit nageleefd worden;

10° "erkenning": de beslissing van de "Dienst" waarbij bewezen wordt dat de gemachtigde dienst de voorwaarden voor de erkenning bedoeld in het besluit heeft nageleefd en een subsidie kan aanvragen;

11° "opvangmilieu georganiseerd door de "Dienst": het milieu bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, 4°, van het decreet;

12° "dienst": de gespecialiseerde opvangdienst voor het jonge kind bedoeld onder de instellingen die kinderen opvangen buiten hun gezinsmilieu, zoals bedoeld in artikel 2, § 1, vierde lid, 5° van het decreet;

13° "gemachtigde dienst": de dienst die de machtiging van de "Dienst" heeft gekregen;

14° "erkende dienst": de gemachtigde dienst die de erkenning heeft gekregen en die door de Dienst wordt gesubsidieerd;

15° "toegelaten capaciteit": de opvangcapaciteit van de kinderen die de gemachtigde dienst tegelijkertijd kan ontvangen;

16° "erkende capaciteit": de opvangcapaciteit van de kinderen die uit de erkenning voortvloeit en die als referentie dient voor de subsidiëring van de dienst;

17° "bezettingsgraad": maatregel voor de werkelijke jaarlijkse bezetting van een dienst ten opzichte van het aantal kinderen waarvoor het erkend werd;

18° "opvangproject": het opvangproject ontwikkeld ter uitvoering van artikel 20 van de kwaliteitsopvangcode;

19° "geïndividualiseerd project inzake begeleiding en omkadering": project dat voor elk kind de doelstellingen van zijn plaatsing, de nadere regels en de middelen om deze te bereiken en de opdrachten toevertrouwd aan elke optredende persoon bepaalt;

20° "ouders": de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent, die het kind toevertrouwen aan de gemachtigde, erkende dienst en aan het opvangmilieu georganiseerd door de "Dienst";

21° "broeder- en zusterschap": het geheel van broers en zussen van een gezin;

22° "inrichtende macht": de publiek- of privérechtelijke rechtspersoon zonder winstoogmerk die ten doel heeft de opdracht bedoeld in artikel 3 uit te voeren en die één of meer diensten organiseert of wenst te organiseren;

23° "directeur": de directeur of de directrice verantwoordelijk voor de dienst of voor het opvangmilieu georganiseerd door de Dienst;

24° "programmering": antwoord gegeven aan de behoeften vastgesteld in de sector van de gespecialiseerde opvang voor het jonge kind inzake de geografische ligging van de diensten, de capaciteiten en de opvangsoorten;

25° "ethische gedragsregels": de code bedoeld in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 mei 1997 tot vaststelling van de ethische gedragsregels inzake hulpverlening aan de jeugd en tot instelling van de Commissie voor advies inzake ethische gedragsregels voor de hulpverlening aan de jeugd.

#### *Afdeling II. — Toepassingsgebied*

**Art. 2.** Het besluit is van toepassing op de gemachtigde en erkende diensten. Het is van toepassing op de opvangmilieus georganiseerd door de Dienst wat betreft de artikelen 1, 3, 4, § 1, 5, 6, 21 tot 24, 28 tot 30, 39, § 3, en § 4.

De Dienst voert specifieke maatregelen van interne controle en begeleiding in van de milieus die hij organiseert; hij past mutatis mutandis aan deze milieus dezelfde procedures toe als deze bedoeld voor de diensten, inzonderheid deze bedoeld in de artikelen 7 en 25.

#### *Afdeling III. — Opdracht*

**Art. 3. § 1.** De gemachtigde, erkende dienst en het milieu georganiseerd door de Dienst hebben als opdracht kinderen vanaf de leeftijd van 0 en die niet de volle leeftijd van 7 jaar hebben bereikt, op te vangen, in crisistoestand, voor een zo korte mogelijke periode, met het oog op het bevorderen van hun reïntegratie in hun leefmilieu.

Ze organiseren daartoe het verblijf van kinderen in een collectief en residentieel kader, alsook de begeleiding van het gezin.

De gemachtigde, erkende dienst en het milieu georganiseerd door de Dienst werken in netwerk met elke optredende persoon betrokken bij de toestand.

§ 2. Op de eerste dag van de eerste opvang is het kind jonger dan zes jaar.

In afwijking van het eerste lid kan een kind, lid van een broer- en zusterschap, opgevangen worden door de gemachtigde, erkende dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst totdat het de niet volle leeftijd van twaalf jaar bereikt heeft voor zover op de eerste dag van zijn opvang één van zijn broers of één van zijn zussen die in dezelfde gemachtigde, erkende dienst of in het milieu georganiseerd door de Dienst geplaatst wordt vóór zijn zesde verjaardag, nog altijd daar verblijft en de leeftijd van zeven jaar nog niet bereikt heeft.

§ 3. De opvang van kinderen bedoeld in de §§ 1 en 2 door de gemachtigde, erkende dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst gebeurt op aanvraag:

1° van de ouders;

2° van een opdrachtgevende overheid.

§ 4. Beschouwd worden als werk van reïntegratie in het leefmilieu, de activiteiten, met inbegrip van het tijdelijke buitenverblijf, die daartoe gevoerd worden op initiatief van de gemachtigde, erkende dienst of van het milieu georganiseerd door de Dienst met inachtneming van de volgende voorwaarden:

— de uitwerking van een geïndividualiseerd project inzake begeleiding en omkadering, met inbegrip van zijn nadere regels voor de evaluatie;

— de toestemming van de ouders voor de opvang bedoeld in § 3, 1°;

— de toestemming van de opdrachtgevende overheid voor de opvang bedoeld in § 3, 2°;

— de betrokkenheid van de gemachtigde, erkende dienst of van het milieu georganiseerd door de Dienst bij het werk van reïntegratie in het leefmilieu.

*Afdeling IV. — Opvang**Onderafdeling I. — Duur*

**Art. 4. § 1.** De opvang van kinderen door de gemachtigde, erkende diensten of door de opvangmilieus georganiseerd door de Dienst, moet zo weinig mogelijk duren.

De opvang door elke gemachtigde, erkende dienst of door elk milieu georganiseerd door de Dienst duurt hoogstens twaalf maanden. Nochtans kan de opvang van een kind verlengd worden op basis

a) van een aanvraag behoorlijk gemotiveerd en ingediend overeenkomstig de procedure bedoeld in § 2 als het een opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 1° betreft;

b) van een beslissing van een opdrachtgevende overheid als het een opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 2° betreft.

De verlenging van de opvang van een kind is hernieuwbaar per periode van hoogstens twaalf maanden.

§ 2. Voor een opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 1° kan een afwijking toegestaan worden mits de overbrenging aan de Dienst door de gemachtigde of erkende dienst van de volgende documenten en dit, ten laatste één maand voor het verstrijken van de opvang :

1° een schriftelijke aanvraag van de gemachtigde of erkende dienst, behoorlijk gedateerd en gemotiveerd, die de duur van de aangevraagde verlenging bepaalt;

2° een sociaal verslag dat de geactualiseerde elementen opneemt van de begeleiding van het kind alsmede de redenen van de aanvraag om verlenging op basis van een balans van het geïndividualiseerd project inzake begeleiding en omkadering en de redenen waarvoor een reïntegratie in het leefmilieu of een alternatieve oplossing niet geconcretiseerd hebben kunnen worden.

De Dienst deelt zijn beslissing mee aan de gemachtigde of erkende dienst binnen een termijn van hoogstens één maand. Bij gebrek aan mededeling binnen deze termijn wordt de aanvraag om verlenging als aanvaard beschouwd.

*Onderafdeling II. — Capaciteiten*

**Art. 5.** De Dienst bepaalt voor elke dienst de toegelaten capaciteit en, in voorkomend geval, de erkende capaciteit van de opvang van kinderen bedoeld in artikel 3, § 3 waarvoor de dienst gelijktijdig moet kunnen zorgen.

De Dienst bepaalt de opvangcapaciteit voor de opvangmilieus die hij organiseert.

Behoudens afwijking toegestaan door de Dienst mogen de toegelaten capaciteit en de erkende capaciteit niet lager zijn dan zestien gelijktijdige opnames.

*Onderafdeling III. — Aanvraag om opvang*

**Art. 6. § 1.** De Dienst bepaalt, in voorkomend geval, een percentage van de erkende capaciteit van elke dienst en van de capaciteit van opvang van de milieus die hij organiseert voor elke categorie van opvang bedoeld in artikel 3, § 3. Elk percentage wordt bepaald door rekening te houden met de statistieken opgenomen in het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 24 zonder 33 % te overschrijden.

De aanvragen om opvang worden behandeld door de dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst in volgorde van hun ontvangst. In afwijking hiervan, wanneer de aanvraag om opvang een kind betreft met een hoog risico voor zijn fysieke of psychische gezondheid of voor zijn integriteit, of voor een kind verbonden door verwantschap met een kind dat al opgevangen wordt door de dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst, wordt deze aanvraag om opvang bij voorkeur behandeld.

Indien het percentage van opvang bepaald door de Dienst niet bereikt wordt, zal de dienst de redenen in het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 24 moeten meedelen.

Elke aanvaarde of geweigerde aanvraag om opvang wordt onmiddellijk door de gemachtigde, erkende dienst of door het milieu georganiseerd door de Dienst in het inschrijvingsregister overgeschreven en dit, in volgorde van de indiening ervan.

De effectieve datum van het begin van de opvang wordt in het register vermeld.

§ 2. Bij weigering van opvang wordt de beslissing gemotiveerd en meegedeeld aan de ouders of aan de opdrachtgevende overheid binnen de vijf werkdagen van de indiening van de aanvraag.

De aanvraag om opvang kan slechts geweigerd worden :

1° als er geen beschikbare erkende plaatsen zijn;

2° als er een weigering is van de ouders of van de opdrachtgevende overheid om deel te nemen aan het opvangproject of aan het huishoudelijk reglement;

3° als een andere aanvraag gemotiveerd wordt bij dringende noodzakelijkheid;

4° of als het percentage bedoeld in § 1 nageleefd moet worden.

§ 3. Elke dienst en elk milieu georganiseerd door de Dienst werken samen met de "C.I.O.C." zodat de opdrachtgevende overheden en de Dienst geïnformeerd kunnen worden over de beschikbare erkende plaatsen.

**Art. 7.** Indien de Dienst een klacht heeft gekregen of indien hij vaststelt dat de weigering om inschrijving niet of onvoldoende gemotiveerd wordt, kan hij alle geschikte maatregelen nemen overeenkomstig artikel 18.

HOOFDSTUK II. — *Machtiging**Afdeling I. — Voorwaarden*

**Art. 8.** Om de opdracht bedoeld in artikel 3 te kunnen uitvoeren moet de dienst voorafgaandelijk een machtiging van de Dienst krijgen. Deze machtiging is nominatief en onoverdraagbaar.

**Art. 9.** Om een machtiging te krijgen en te bewaren is de dienst ertoe gehouden, onder voorbehoud van de toepassing van de kwaliteitsopvangcode, de volgende voorwaarden na te leven :

1° de dienst moet een opvangproject opstellen;

2° de inrichtende macht die één of meer diensten wenst te organiseren, moet het opvangproject aan elk lid van de dienst bezorgen;

3° de dienst moet de Dienst inlichten over elke wijziging van zijn statuten;

4° de dienst onderwerpt zich aan de pedagogische inspectie bedoeld in artikel 25.

De personeelsleden van de Dienst hebben toegang tot de lokalen waar de kinderen opgevangen worden. Ze kunnen alle documenten bedoeld in deze afdeling raadplegen;

5° de dienst stelt een huishoudelijk reglement op waarbij inzonderheid de wederzijdse rechten en plichten van de ouders en van de dienst bepaald worden.

Dit huishoudelijk reglement wordt ter goedkeuring aan de Dienst voorgelegd die de overeenstemming met de regelgeving naziet.

Voor de opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 1°, wordt het huishoudelijk reglement voor akkoord door de ouders ondertekend bij de inschrijving van het kind.

Voor de opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 2° bezorgt de dienst de dag van de opvang een exemplaar van het huishoudelijk reglement aan de ouders;

6° de dienst zorgt ervoor dat er voor de kinderen in veiligheid, zindelijkheid, hygiëne en ruimte is voorzien bij de omkadering, zijn infrastructuren en uitrustingen en dat zij hun welzijn en hun ontwikkeling in de hand werken, inzonderheid in functie van de leeftijd van de kinderen.

De dienst beschikt voor elk personeelslid over een uittreksel uit het strafregister model 2 dat vrij is van veroordeling of interneringsmaatregel voor de zedenfeiten, geweld of voor het gebruik van verdovende middelen en dat minder dan zes maanden vóór de aanwerving dateert. Dit uittreksel moet om de vijf jaar hernieuwd worden, alsook op eenvoudige aanvraag van de Dienst;

7° de dienst verwittigt schriftelijk de Dienst vooraleer gelijk welke verandering te doen die een relevant gevolg kan hebben voor de opvangvoorwaarden.

8° de dienst brengt de Dienst onmiddellijk op de hoogte van elke ernstige gebeurtenis wat betreft het beheer van de dienst of van het personeel.

De dienst verwittigt de Dienst over elke ernstige gebeurtenis, zoals inzonderheid het overlijden, de ernstige tuchtinbreuk, de verlengde onderbreking van de dienstactiviteiten, de ernstige fout van een personeelslid, de onregelmatigheid in het beheer van de dienst, de schade.

De dienst verwittigt de ouders over elk incident in verband met de opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 1° en de opdrachtgevende overheid over elk incident in verband met de opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 2°;

9° de dienst verwittigt de Dienst over elke tijdelijke of definitieve stopzetting van zijn activiteiten. De Dienst geeft zijn toestemming over de nadere regels en de termijn van de stopzetting van de activiteiten van een dienst, alsook over de verandering van inrichtende macht of van vestigingsplaats, na advies van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 21;

10° de dienst sluit verzekeringen af om het volgende te dekken :

a) de burgerlijke aansprakelijkheid voor de goederen of de personen waarvoor zij verantwoordelijk is krachtens de artikelen 1382 tot 1385 van het Burgerlijk Wetboek;

b) de lichamelijke schade berokkend aan de opgevangen kinderen;

11° de dienst houdt een register bij van de inschrijving bedoeld in artikel 6, § 1, met ten minste de volgende informatie :

a) de gedateerde aanvragen om opvang;

b) de persoonlijke gegevens van elk opgevangen kind;

c) de datum van het begin en het einde van de opvang;

d) het type van opvang;

e) het aantal en de redenen van weigering van opvang;

f) de opvang waarvoor een gezinswerk vóór en/of het verblijf werd uitgevoerd.

12° bij de opvang opent de dienst een dossier met :

a) het geïndividualiseerd project inzake begeleiding en omkadering, alsook de stukken betreffende de evolutie van het kind. Deze documenten kunnen vernietigd worden ten vroegste vijf jaar na de meerderjarigheid van het kind;

b) de verslagen gericht aan de opdrachtgevende overheid voor de opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 2°;

13° volgens de nadere regels en de aanbevelingen bepaald door de Dienst,

a) de dienst onderwerpt de kinderen aan een gezondheidscontrole;

b) de dienst onderwerpt de kinderen tussen 0 en 7 jaar aan een preventief medisch toezicht. Daartoe sluit hij op basis van het model aanbevolen door de Dienst een overeenkomst af met een geneesheer.

c) behoudens wanneer een medische consultatie in eigen huis wordt georganiseerd, onderhoudt de dienst een functionele relatie met een door de Dienst opgerichte of erkende consultatie. Indien de medische consultatie binnen de dienst georganiseerd wordt, wordt een lokaal ter beschikking gesteld van de medische consultatie.

In het kader van het preventief medisch toezicht, wordt het medisch boekje van het kind als een document gebruikt dat als band tussen de dienst en de ouders dient. Daartoe zorgen de ouders ervoor dat het boekje altijd ter beschikking van het kind blijft.

De ouders bezorgen, indien mogelijk, de geneesheer van de dienst een medisch getuigschrift waarin de gezondheidstoestand van het kind wordt toegelicht en, in voorkomend geval, de mogelijke gevolgen op de collectieve aspecten van de gezondheid. Het medisch getuigschrift vermeldt eveneens de reeds uitgevoerde vaccinaties.

Behoudens medische beslissing, welke op het verzoek van de dienst bevestigd wordt door de medisch adviseur van de subregio bedoeld in artikel 18 van het decreet, wordt ieder kind gevaccineerd volgens de door de Dienst bepaalde nadere regels in het kader van het schema opgemaakt door de Franse Gemeenschap. De vaccinaties worden gedaan in het kader het medisch toezicht gevoerd binnen de dienst of door een door de ouders gekozen geneesheer. In dat geval bezorgen de ouders aan de dienst het bewijs van de vaccinaties. In gebreke hieraan doet de dienst de vaccinaties.

14° voor elk personeelslid bezorgt de dienst :

- a) een formulier voor de evaluatie van de gezondheid bij de aanwerving van de werknemer;
- b) een formulier voor de jaarlijkse evaluatie van de gezondheid voor elke werknemer;

15° de inrichtende macht van de dienst stelt een directeur aan. Deze aanstelling wordt binnen de maand ter kennis gebracht van de Dienst.

De directeur moet ten minste vierentwintig jaar oud zijn.

De directeur wordt inzonderheid belast met het dagelijks beheer, de goede werking van de dienst en moet zorgen voor de uitwerking en de werkelijke toepassing van het opvangproject;

16° de personeelsleden van de dienst leven de kwaliteitsopvangcode en de ethische gedragsregels na;

17° de dienst beschikt ten minste over de omkadering bedoeld in artikel 10;

18° de personeelsleden bedoeld in artikel 10 moeten aan de voorwaarden voor de kwalificaties bedoeld in artikel 11 beantwoorden;

19° voor de dienst georganiseerd in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk mogen de personeelsleden geen deel uitmaken van de inrichtende macht. Het aantal van de leden van de inrichtende macht die bloed- en aanverwanten zijn tot in de derde graad van de personeelsleden, mag niet één derde van de het geheel van de leden van de inrichtende macht overschrijden;

20° de dienst zorgt voor de voorgezette vorming van zijn personeel, inzonderheid door de inschrijving :

a) voor de opleidingsmodules bevat in een programma voor voortgezette vorming, aangepast aan de eigenaardigheden van de dienst en bepaald ten minste om de drie jaar door de Minister, op voorstel van de Dienst; dit programma wordt uitgevoerd door de Dienst in partnerschap met de onderwijsinrichtingen met volledig leerplan en/of voor sociale promotie en de vormingsoperatoren erkend door de Minister;

b) voor de vormingen voorgesteld door de diensten erkend in het kader van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

21° de dienst sluit met elk personeelslid een arbeidsovereenkomst af;

22° de dienst stelt elk jaar een activiteitenverslag op overeenkomstig artikel 24;

23° de dienst houdt een register van de aanwezige kinderen bij die hij elke dag invult en dat ter beschikking van de Dienst gesteld wordt. Worden gelijkgesteld aan de aanwezigheid van de kinderen in de dienst :

- a) de periodes van ziekenhuisopname van de kinderen;
- b) de periodes van het verblijf in het gezin van het kind met een maximale duur van honderd twintig dagen per jaar waaronder dertig achtereenvolgende dagen;
- c) het werk van reïntegratie bedoeld in artikel 3, § 4.

#### *Afdeling II. — Omkaderingsnormen*

**Art. 10.** § 1. De omkaderingsnormen worden bepaald als volgt :

1° Voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op één eenheid van zestien kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur;
- b) 0,5 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 1 voltijds equivalent psycho-medisch-social personeel;
- d) 2 voltijdse equivalenten intendantepersoneel;
- e) 9,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;

In totaal is dat 14 voltijdse betrekkingen.

2° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op vierentwintig kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur;
- b) 0,75 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 1,5 voltijds equivalent psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 3 voltijdse equivalenten intendantepersoneel;
- e) 15,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;

In totaal is dat 21,75 voltijdse betrekkingen



3° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op tweeëndertig kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur;
- b) 1 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 2 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 4 voltijdse equivalenten intendantpersoneel;
- e) 19 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;

In totaal is dat 27 voltijdse betrekkingen

4° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op veertig kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur;
- b) 1,25 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 2,5 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 5 voltijdse equivalenten intendantpersoneel;
- e) 25 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;

In totaal is dat 34,75 voltijdse betrekkingen.

5° voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op achtenveertig kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur;
- b) 1,50 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 3 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 6 voltijdse equivalenten intendantpersoneel;
- e) 28,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;

In totaal is dat 40 voltijdse betrekkingen.

6° Voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op zesenvijftig kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur;
- b) 1,75 voltijds equivalent administratief personeel;
- c) 3,5 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 7 voltijdse equivalenten intendantpersoneel;
- e) 34,5 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;

In totaal is dat 47,75 voltijdse betrekkingen.

7° Voor de dienst waarvan de toegelaten capaciteit door de Dienst bepaald werd overeenkomstig artikel 5, op vierenzestig kinderen :

- a) 1 voltijds equivalent directeur;
- b) 2 voltijdse equivalenten administratief personeel;
- c) 4 voltijdse equivalenten psycho-medisch-sociaal personeel;
- d) 8 voltijdse equivalenten intendantpersoneel;
- e) 38 voltijdse equivalenten opvangpersoneel;
- f) 1 voltijds equivalent gegradueerde of licentiaat belast met de coördinatie

In totaal is dat 54 voltijdse betrekkingen.

§ 2. Voor de diensten die een toegelaten capaciteit hebben die lager is dan zestien kinderen en die een afwijking bedoeld in artikel 5, tweede lid, genieten, wordt het omkaderingspercentage bedoeld in § 1, 1° berekend naar rata van de toegelaten capaciteit.

### *Afdeling III. — Kwalificatie van het personeel*

**Art. 11.** Om één van de betrekkingen bedoeld in artikel 10 te kunnen uitoefenen, moeten de personeelsleden aan de volgende kwalificatievoorwaarden beantwoorden :

1° directeur;

a) een diploma van het pedagogisch, paramedisch of sociaal hoger onderwijs, uitgereikt door een Hogeschool of een inrichting voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van bachelor bibliothecaris-documentalist, bachelor in de communicatie, bachelor multimediaal schrift, Master in de toegepaste communicatie en Master in de pers en informatie, alsook drie jaren in de opvoedingsambten;

b) een universitaire Master, alsook drie jaren in de opvoedingsambten.

2° Administratief personeel :

a) klerk :

— een getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs;

b) opsteller :

— een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs.

3° Psycho-medisch-sociaal personeel :

a) een diploma van Bachelor maatschappelijk assistent, van Bachelor assistent in de psychologie of een Master engineering en sociale acties;

b) een universitaire Master in de volgende studierichtingen : juridische wetenschappen, criminologie, psychologische en opvoedingswetenschappen, politieke en sociale wetenschappen, medische wetenschappen, biomedische en farmaceutische wetenschappen en bewegingswetenschappen, zoals bedoeld in artikel 31 van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten;

c) een diploma van Bachelor in verpleegzorg.

4° Opvangpersoneel :

a) Opvoeder klasse 1 :

Ten minste een diploma of een studiegetuigschrift van het niveau van het pedagogisch, paramedisch of sociaal hoger onderwijs, met uitzondering van het diploma van bibliothecaris-documentalist, ten minste van het korte type, met volledig leerplan of voor sociale promotie een diploma of een getuigschrift eindstudies van het pedagogisch, paramedisch of sociaal hoger onderwijs, uitgereikt door een Hogeschool of een inrichting voor sociale promotie, met uitzondering van het diploma van Bachelor bibliothecaris-documentalist, Bachelor in de communicatie, Bachelor multimediaal schrift, Master in de toegepaste communicatie en Master in de pers en informatie, alsook drie jaar van de opvoedingsambten;

b) Opvoeder klasse 2A :

— een diploma of studiegetuigschrift van het hoger secundair onderwijs met een sociale, opvoedings- of paramedische richting, met volledig leerplan of voor sociale promotie of;

— een diploma van verpleegaspirant;

— een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger voor zover het personeelslid dat houder is van dat getuigschrift, voor kinderen tussen 0 en 6 jaar zorgt.

c) Opvoeder klasse 2B :

— een studiegetuigschrift van het hoger secundair onderwijs of gelijkgesteld met een opvoedingskwalificatie;

d) Opvoeder klasse 3 :

— het getuigschrift van de tweede graad van het secundair onderwijs met een opvoedingskwalificatie;

e) Kinderverzorger : een kwalificatiegetuigschrift van kinderverzorger.

#### HOOFDSTUK III. — *Erkenning*

**Art. 12.** Om erkend te worden en te blijven moet de dienst die voorafgaandelijk toegelaten wordt door de Dienst volgens de nadere regels van het besluit, naast de nachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 9, aan de volgende aanvullende voorwaarden beantwoorden :

1° een boekhouding voeren, overeenkomstig het minimaal genormaliseerd rekeningenstelsel en volgens de nadere regels bepaald door de Regering.

Wanneer verschillende erkende diensten tot eenzelfde inrichtende macht behoren, wordt een analytische boekhouding per erkende dienst gevoerd.

Deze bepalingen zijn niet van toepassing wanneer de inrichtende macht een openbaar bestuur is en op grond waarvan haar een ander rekeningenstelsel wordt opgelegd. In dat geval wordt de boekhouding gevoerd op een specifieke begrotingsfunctie en bevat zij een resultatenrekening voor elke dienst. De eventuele winsten die gecumuleerd worden op de subsidies moeten behouden blijven in de rekeningen van de dienst;

2° behalve wanneer de inrichtende macht een openbaar bestuur is, moet de inrichtende macht van de dienst een controlesysteem voor de boekhouding van de dienst instellen, zowel wat de inkomsten als de uitgaven betreft, uitgevoerd door een bestuurder die belast is om de zes maanden verslag uit te brengen. Afschrift van deze verslagen is ter beschikking van de Dienst gesteld.

De jaarrekeningen moeten bovendien nagezien worden door een accountant of, indien de wet het oplegt, juist verklaard worden door een bedrijfsrevisor. Hun controleverslagen maken melding van hun registratienummer bij het Instituut van accountanten of bij het Instituut van bedrijfsrevisors en hebben prioritair betrekking op :

a) de toepassing van het rekeningenstelsel waarvan sprake in punt 1;

b) de financiële activiteit van de dienst;

c) de verschillende rubrieken van de balans en hun gegrondheid;

d) de uitgaven voor personeelskosten en hun overeenstemming met de staten, opgemaakt inzake sociale zekerheid en beroepsvoorheffing;

e) het resultaat van het nagezien boekjaar.

3° ten laatste vóór 30 juni een exemplaar van de jaarrekeningen van het afgelopen boekjaar en van de begroting van het lopende boekjaar aan de Dienst bezorgen.

Voor de dienst waarvan de inrichtende macht opgericht is in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, worden de verslagen van de accountant of van de bedrijfsrevisor, alsook een afschrift van de beslissing genomen na de beraadslaging van de algemene vergadering die aan de bestuurders kwijting heeft gegeven voor hun beheer van het voorbije jaar, gevoegd.

4° de Dienst meedelen wat hij van plan is te doen om het financiële evenwicht te herstellen wanneer na een begrotingsjaar dat eindigt, in voorkomend geval, met een tekort dat vijf procent van het geheel van de opbrengsten van het jaar overschrijdt, of indien het gecumuleerde tekort tien procent overschrijdt van de opbrengsten van het jaar;

5° bij gebrek aan een Ondernemingsraad of een Comité voor preventie en bescherming van werknemers, een exemplaar van de jaarrekeningen ter beschikking stellen van de personeelsleden die het exemplaar op gewone aanvraag zullen kunnen raadplegen, ze elk jaar informeren over deze rekeningen en over het gebruik van de subsidie. Deze informatie gebeurt elk jaar bij één van de vergaderingen georganiseerd tussen de directie en de personeelsleden;

6° binnen de maand de boekhoudkundige inspectie van de Dienst informeren over elke wijziging van de gegevens verschaft bij het onderzoek van de aanvraag om erkenning en aan elke aanvraag om informatie beantwoorden die geformuleerd wordt door de dienst boekhoudkundige inspectie;

7° de boekhoudkundige bewijsstukken tijdens zeven jaar bewaren; in geval van een rechtsvordering wordt de bovenvermelde termijn verlengd tot de definitieve conclusie van de gerechtelijke procedure;

8° open zijn voor de opvang van kinderen met een handicap en, daartoe, zijn capaciteit verantwoordelijk om aan deze kinderen een kwaliteitsvolle opvang te bieden in de zin van de kwaliteitsopvangcode. Indien de dienst van mening is dat hij zulke kinderen niet kan opvangen, kan hij een afwijking aan de Dienst vragen. De aanvraag om afwijking wordt gemotiveerd en opgenomen in de aanvraag om erkenning.

#### HOOFDSTUK IV. — *Procedures voor de machtiging en de erkenning*

##### *Afdeling I. — Specifieke bepalingen voor de machtigingsaanvraag.*

**Art. 13.** De machtigingsaanvraag gericht aan de Dienst bevat de volgende informatie of stukken :

1° een exemplaar van de statuten of van het ontwerp van statuten van de inrichtende macht waarbij bepaald wordt dat zijn doel of één van zijn doelstellingen in de uitvoering van de opdracht bedoeld in artikel 3 bestaat;

2° een voorstel van een opvangproject bedoeld in artikel 20 van de kwaliteitsopvangcode;

3° de capaciteit van de opvang die toegelaten moet worden;

4° het ontwerp van verzekeringsovereenkomst bedoeld in artikel 9, 10° waarbij de burgerlijke en beroepsaansprakelijkheid van de dienst en de personen waartoe hij behoort te waarborgen;

5° de beschrijving van de lolaken en de omgeving zodat gezorgd wordt dat er in veiligheid, zindelijkheid, hygiëne en ruimte is voorzien voor de kinderen en dat zij hun welzijn en hun ontwikkeling in de hand werken, alsook een attest van gelijkvormigheid van de gewestelijke branddienst en een vergunning van het College van Burgemeester en Schepenen.

##### *Afdeling II. — Specifieke bepalingen voor de erkenningsaanvraag*

**Art. 14.** De erkenningsaanvraag gericht aan de Dienst bevat de volgende informatie en stukken :

1° de vergunning, behalve als de erkenningsaanvraag gelijktijdig met de machtigingsaanvraag gestuurd wordt;

2° de identificatie van de accountant of van de bedrijfsrevisor belast met het nazien van de jaarrekeningen;

3° de toegelaten subsidieerbare opvangcapaciteit.

##### *Afdeling III. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de machtigings- en erkenningsprocedures*

###### *Onderafdeling I. — Machtigings- of erkenningsaanvraag*

**Art. 15.** De machtigings- of erkenningsaanvraag wordt per aangetekende brief aan de Dienst gestuurd.

**Art. 16.** Onder voorbehoud van de toepassing van artikel 6, § 2, van het decreet, bevestigt de Dienst de ontvangst van het volledige dossier van de machtigingsaanvraag binnen de veertien dagen na de aanvraag. In voorkomend geval deelt hij deze mee dat het dossier niet volledig is en identificeert hij het (de) ontbrekend(e) document(en).

Binnen de veertien dagen na de ontvangst van de ontbrekende documenten bevestigt de Dienst ervan ontvangst bij de dienst.

Tevens stuurt de Dienst het volledige dossier voor advies aan het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 21.

Indien het Begeleidingscomité binnen de dertig dagen volgend op de ontvangst van het volledige dossier geen advies aan de Dienst heeft uitgebracht, wordt het advies als gunstig geacht.

De Dienst beslist over de aanvraag om machtiging binnen de zestig dagen na de ontvangst van het volledige dossier en deelt zijn beslissing mee aan de dienst.

De procedure bedoeld in dit artikel is ook van toepassing voor de aanvraag om erkenning en voor deze ingediend samen met de aanvraag om machtiging.

De aanvraag om erkenning die tegelijkertijd ingediend wordt met de aanvraag om machtiging, wordt gelijktijdig onderzocht.

## Onderafdeling II. — Weigering, schorsing en intrekking van de machtiging of van de erkenning.

**Art. 17.** De Dienst kan de machtiging of de erkenning weigeren indien hij vaststelt dat één van de voorwaarden bedoeld in het besluit niet nageleefd wordt.

Hij licht de dienst bij aangetekende brief hierover in. De brief licht de redenen van de weigering van de machtiging of van de erkenning toe en geeft de bepalingen van dit artikel en van artikel 19 weer.

De dienst beschikt over een termijn van dertig dagen na de ontvangst van de weigering van machtiging of erkenning om een oplossing te vinden voor de elementen bedoeld in dit artikel.

Indien, bij het verstrijken van deze termijn, de dienst zich niet naar het geheel van de voorwaarden voor de toekenning van de machtiging of de erkenning heeft geschikt, bevestigt de Dienst de beslissing tot weigering na advies van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 21.

De beslissing wordt per aangetekende brief aan de dienst meegedeeld.

**Art. 18.** Wanneer de Dienst vaststelt, nadat de machtiging of de erkenning toegekend werd, dat één van de voorwaarden voor de toekenning van de machtiging of de erkenning niet meer nageleefd wordt, kan hij de erkende of gemachtigde dienst een ingebrekestelling sturen om zijn verplichtingen na te komen.

De erkende of gemachtigde dienst beschikt over een termijn van dertig dagen om zich te schikken naar de aanmaning van de Dienst bedoeld in het eerste lid. Indien, bij het verstrijken van deze termijn, de gemachtigde of erkende dienst zich niet heeft geschikt naar de bepalingen van ingebrekestelling, kan de Dienst de machtiging of de erkenning toegekend aan de dienst schorsen of weigeren.

De beslissing tot schorsing of intrekking van de machtiging of van de erkenning wordt per aangetekende brief gemotiveerd en meegedeeld aan de dienst.

**Art. 19.** Een met redenen omkleed beroep tegen de beslissing tot weigering, schorsing of intrekking van de machtiging of de erkenning kan bij de Raad van bestuur van de Dienst ingetekend worden.

Dit beroep moet per aangetekende brief binnen de veertien dagen na de ontvangst van de beslissing bedoeld in het eerste lid ingediend worden.

Met uitzondering van de toestand waarin de gezondheid en het welzijn van de opgevangen kinderen ernstig in het gedrang worden gebracht, schorst de indiening van het beroep de gevolgen van de beslissing bedoeld in het eerste lid.

De Raad van bestuur van de Dienst bevestigt per aangetekende brief aan de dienst de weigering, de schorsing of de intrekking van de machtiging of de erkenning of kent de machtiging of de erkenning toe. Voorafgaand aan zijn beslissing moet de Raad van bestuur van de Dienst een vertegenwoordiger van de inrichtende macht of de directeur van de dienst horen om zijn rechten te laten gelden. De opgeroepen persoon kan begeleid worden door een persoon naar keuze.

Na de opgeroepen persoon(en) te hebben gehoord, kan de Raad van bestuur van de Dienst nog een allerlaatst uitstel toestaan om de dienst toe te laten zich te schikken naar zijn aanmaningen.

In dit geval kan hij de dienst gelasten de ouders van de opgevangen kinderen in te lichten over het bestaan de ingezette procedure volgens de nadere regels die hij in dit speciale geval bepaalt, ofwel zelf deze informatie meedelen.

**Art. 20.** De schorsing of de intrekking van de machtiging leidt tot de schorsing of de intrekking van de erkenning en van de subsidie toegekend aan de dienst.

HOOFDSTUK V. — *Het Begeleidingscomité**Afdeling I. — Samenstelling*

**Art. 21.** Er wordt een begeleidingscomité samengesteld waarvan de werkende en plaatsvervangende leden door de Minister worden aangesteld.

Het bestaat uit :

— een vertegenwoordiger van het Bestuur van de Dienst;

— een vertegenwoordiger van het bestuur;

— een vertegenwoordiger van de Minister van Kinderwelzijn;

— een vertegenwoordiger van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

— een vertegenwoordiger van de Raad van bestuur van de Dienst;

— een vertegenwoordiger van de "Union des Conseillers Directeurs de l'Aide à la jeunesse" (Vereniging van de Adviseurs-Directeurs van de Hulpverlening aan de Jeugd);

— een vertegenwoordiger van elke federatie van de diensten;

— een vertegenwoordiger van de jeugdrechters.

De voorzitter wordt door de Minister onder de werkende leden aangesteld.

Het secretariaat wordt door de Dienst waargenomen.

*Afdeling II. — Opdrachten*

**Art. 22.** Het comité heeft een rol van advies inzonderheid :

- over elke vraag behorend tot de gespecialiseerde opvang van het kleine kind;
- over alle aanvragen van de Dienst inzake de machtiging en de erkenning van de diensten;
- over de programmering van de diensten.

*Afdeling III. — Huishoudelijk reglement*

**Art. 23.** Het begeleidingscomité neemt een ontwerp van huishoudelijk reglement aan en legt het ter goedkeuring voor aan de Dienst en de Minister.

HOOFDSTUK VI. — *Jaarlijks activiteitenverslag*

**Art. 24.** Elke gemachtigde, erkende dienst en elk opvangmilieu georganiseerd door de Dienst bezorgt de Dienst, uiterlijk op 30 juni, een jaarlijks activiteitenverslag van het afgelopen kalenderjaar.

De gemachtigde, erkende dienst alsook het opvangmilieu georganiseerd door de Dienst informeren de personeelsleden dat ze dit verslag op eenvoudige aanvraag kunnen raadplegen.

Dit verslag dat uitgewerkt wordt volgens de genormaliseerde uurrooster bepaald door de Dienst, bepaalt inzonderheid voor elke gemachtigde, erkende dienst en voor elk opvangmilieu georganiseerd door de Dienst :

- 1° de bijwerkingen van het opvangproject;
- 2° de opleidingen bedoeld in artikel 9, 2°;
- 3° het aantal opgevangen kinderen door een onderscheiding te maken tussen de opvangsoorten bedoeld in artikel 3, § 3, 1° en 2°;
- 4° de datum van begin en einde van de opvang. In voorkomend geval het aantal opvanggevallen waarvoor de afwijking bedoeld in artikel 3 wordt toegestaan door een onderscheiding te maken tussen de opvangsoorten bedoeld § 3, 1° en 2°;
- 5° de redenen van de opvang;
- 6° het aantal opvanggevallen waarvoor een gezinswerk uitgevoerd wordt vóór en/of na het verblijf;
- 7° een evaluatie van het uitgevoerde werk.

HOOFDSTUK VII. — *Pedagogische en boekhoudkundige inspectie**Afdeling I. — Pedagogische inspectie*

**Art. 25.** De Dienst zorgt op een gecoördineerde manier voor de pedagogische inspectie van de dienst met de personeelsleden van het bestuur.

Een verslag wordt voor elke inspectie opgesteld dat meegedeeld wordt aan de dienst. Het verslag vermeldt, in voorkomend geval, de termijnen die toegekend worden aan de dienst om een oplossing te vinden voor de geformuleerde opmerkingen.

*Afdeling II. — Boekhoudkundige inspectie*

**Art. 26.** De erkende diensten onderwerpen zich aan de boekhoudkundige inspectie van de Dienst en houden de boekhoudkundige bewijsstukken ter beschikking van de Dienst.

HOOFDSTUK VIII. — *Financiering**Afdeling I. — Bronnen*

## Onderafdeling I. — De Dienst

**Art. 27.** § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten geniet elke erkende dienst een jaarlijkse subsidie voor personeelskosten en een jaarlijkse subsidie voor werkingskosten toegekend door de Dienst. Het bedrag van deze subsidies wordt vastgesteld in functie van de erkende capaciteit die bepaald wordt overeenkomstig artikel 5 en meegedeeld wordt aan de betrokken dienst.

§ 2. Op beslissing van zijn beheersorganen kan de Dienst de subsidies betreffende het preventief medisch toezicht van de kinderen bedoeld in artikel 9, 13°, b) ten laste nemen mits het gunstig advies van de personeelsleden van de Dienst.

## Onderafdeling II. — Overheid of openbare instelling

**Art. 28.** § 1. Wanneer een andere overheid of een andere openbare instelling dan de opdrachtgevende overheid een kind toevertrouwt aan de gemachtigde, erkende dienst of aan het opvangmilieu georganiseerd door de Dienst, komt zij naar rata van het dagelijkse indexeerbare bedrag van 86,50 EUR tegemoet, met de onderhoudskosten van het kind.

§ 2. De bedragen die gestort worden door een overheid of een openbare instelling, worden afgetrokken van het bedrag van de subsidies toegekend door de Dienst wanneer de opvang in de erkende capaciteit gebeurt.

§ 3. Wanneer een andere overheid of een andere openbare instelling dan de opdrachtgevende overheid een kind toevertrouwt aan een gemachtigde of erkende dienst, draagt zij de buitengewone medische, paramedische, psychotherapeutische kosten alsook de kosten voor orthese, de aankoop van het materiaal geleverd door de bandagisten of de orthopedisten en voor prothese.

§ 4. Bij elke opvang van een kind in het kader van een werk van reïntegratie in het leefmilieu bedoeld in artikel 3, § 4, wordt een indexeerbare dagelijkse toelage van 3,54 EURO toegekend voor elk verblijf door de dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst aan de personen die voor het kind zorgen, voor zover het kind recht heeft op kinderbijlagen geïnd door de overheid of de openbare instelling die het kind geplaatst heeft. Deze toelage wordt verschuldigd aan de dienst of aan het milieu georganiseerd door de Dienst door de andere overheid of de andere openbare instelling dan de opdrachtgevende overheid die de kinderbijlagen geniet.



Onderafdeling III. — Financiële tegemoetkoming betreffende de bijzondere en buitengewone medische kosten voor de opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 2°.

**Art. 29.** § 1. De hospitalisatiekosten die lager zijn dan 500,00 EUR voor eenzelfde ingreep en de kosten betreffende de consultatiekosten van algemene geneesheren of specialisten worden door het bestuur terugbetaald.

De hospitalisatiekosten bedoeld in het eerste lid worden terugbetaald naar rata van de prijs van het verblijf in een gemeenschappelijke kamer, behoudens bijzondere omstandigheden die het verblijf in een individuele kamer verantwoorden. De begeleidingskosten worden slechts ten laste genomen als hun noodzaak door een medisch getuigschrift bepaald wordt.

§ 2. Worden terugbetaald door het bestuur :

1° de gezondheidszorg of de levering van buitengewone farmaceutische producten inzonderheid door hun kosten, hun frequentie en hun duur;

2° de vervoerkosten in een ziekenwagen en de hospitalisatiekosten die 500,00 EUR overschrijden;

3° de paramedische en psychotherapeutische behandelingen of de behandelingen die niet bepaald zijn door de nomenclatuur van geneeskundige verzorging, na advies van de geneesheer-inspecteur, beperkt tot de volgende bedragen :

a) 22,31 EUR per behandeling van psychotherapie;

b) 14,87 EUR per behandeling van psychomotoriek;

c) 12,39 EURO per behandeling bij een pedicure of een voetkundige

4° de kosten voor de orthese, de aankoop van het materiaal geleverd door de bandagisten of de orthopedisten en voor de prothese, met uitzondering van lenzen;

5° de kosten voor de aankoop van brillmonturen beperkt tot 99,16 EUR.

§ 3. De uitgaven bedoeld in de §§ 1 en 2 vereisen de voorlegging van een factuur of elk ander bewijsdocument.

Deze documenten komen in aanmerking naar rata van de bedragen en volgens de voorwaarden bepaald door de wets- en verordeningbepalingen inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering, mits aftrek van de terugbetaling ten laste van de verzekeringsinstelling.

§ 4. Om in aanmerking te kunnen komen, moeten de uitgaven bedoeld in § 2 voorafgaandelijk toegelaten zijn door het bestuur behalve in het geval van een dringende ziekenhuisopname.

Het bestuur deelt de erkende dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst zijn beslissing mee over de al dan niet toelaatbaarheid van deze uitgaven.

De toelaatbaarheid van deze uitgaven vereist de aanwezigheid van het kind in de erkende dienst of in het milieu georganiseerd door de Dienst.

De aanvraag om deze uitgaven in aanmerking te laten komen, bevat het medisch getuigschrift en de nodige informatie wat betreft het voorziene bedrag van de kosten, het aantal en de kosten van de zorgbehandelingen, de periode, de duur en het begin van de verstrekkingen, alsook de professionele identiteit van de therapeut. In voorkomend geval vermeldt het getuigschrift de noodzakelijkheid van het vervoer in een ziekenwagen.

§ 5. De uitgaven bedoeld in de §§ 1 en 2, komen niet in aanmerking :

1° indien een natuurlijke persoon of een rechtspersoon bij de wet, een overeenkomst of bij een gerechtelijke beslissing ertoe gehouden is deze kosten te betalen of terug te betalen;

2° indien de kosten uit een feit voortvloeien dat gedekt wordt door een verzekeringsovereenkomst; ingeval van vrijstelling mogen de bedragen die niet door deze verzekering gedekt worden, ten laste worden genomen;

3° indien de gemaakte kosten uit een vrijwillige fout voortvloeien van een personeelslid van de dienst.

§ 6. Ingeval een natuurlijke persoon of een rechtspersoon ertoe gehouden kan worden, zelfs gedeeltelijk, de kosten bedoeld in de §§ 1 en 2 terug te betalen of wanneer de subsidies die deze kosten dekken, bij andere publiekrechtelijke personen verkregen kunnen worden, vermeldt de aanvraag om deze uitgaven in aanmerking te laten komen de ondernomen stappen om deze terugbetaling te bekomen. Het resultaat van deze stappen wordt aan het bestuur meegedeeld.

#### Onderafdeling IV. — De ouders

**Art. 30.** Voor elke opvang bedoeld in artikel 3, § 3, 1° vraagt de gemachtigde, erkende dienst of het milieu georganiseerd door de Dienst de ouders een financiële deelname per verblijfdag, behalve wanneer een andere overheid of een andere openbare instelling dan de opdrachtgevende overheid of de Dienst het geheel van de onderhoudskosten ten laste nemen.

De financiële deelname per verblijfdag wordt bepaald overeenkomstig de bepalingen van Boek IV van het besluit van 27 februari 2003 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen.

*Afdeling II. — Nadere regels voor de toekenning van de subsidies toegekend door de Dienst*

**Art. 31.** § 1. De subsidies bedoeld in artikel 27 worden toegekend aan de erkende dienst voor zover de bezettingsgraad hoger is dan of gelijk is aan 90 % van de erkende capaciteit. Bij gebreke hieraan kan het bedrag van de jaarlijkse subsidies verminderd worden naar rata van het verschil tussen het percentage van de bezettingsgraad en 90 % van de erkende capaciteit.

§ 2. De erkende dienst met een bezettingsgraad lager dan 90 % bezorgt de bewijsstukken aan de Dienst en aan het begeleidingscomité die ze onderzoeken. Na het advies van het begeleidingscomité bedoeld in artikel 21 te hebben ingewonnen, kan de Dienst de subsidies van de dienst tot een passend bedrag verminderen.

**Art. 32.** § 1. De subsidies bedoeld in artikel 27 worden elke maand door de Dienst gestort in de vorm van voorschotten, naar rata van een twaalfde.

Op het einde van het begrotingsjaar kent de Dienst elke dienst het saldo van de subsidies toe op basis van een aanvraag om subsidies die ingediend wordt voor het einde van het kalenderjaar en die behoorlijk ingevuld wordt. Bij de niet-ontvangst van de aanvraag wordt de Dienst ertoe gemachtigd alles of een gedeelte van de gestorte maandelijks voorschotten in te vorderen.

§ 2. Onder voorbehoud van de beschikbare kredieten kan de Dienst elke erkende dienst, tijdens het eerste kwartaal van het begrotingsjaar, een thesaurievoorschot toekennen dat op de subsidies voor het lopende begrotingsjaar in mindering zal komen.

Dit thesaurievoorschot stemt overeen met het bedrag van de eerste drie maandelijks bedragen van de subsidies en wordt teruggevorderd bij de eerste storting van de maandelijks voorschotten voor het betrokken begrotingsjaar.

**Art. 33.** § 1. Het niet-opgebruikte en niet-verantwoorde gedeelte van de subsidies bedoeld in artikel 27 vormt een te veel ontvangen bedrag dat kan worden teruggevorderd na het betrokken begrotingsjaar.

Bij stopzetting van de activiteit van de erkende dienst gebeurt de terugvordering van het te veel ontvangen bedrag vóór het einde van de periode van de subsidies.

Wanneer de Dienst, op basis van een verslag opgesteld door zijn boekhoudkundige inspectie, beslist heeft alles of een gedeelte van een subsidie terug te vorderen, kan de betrokken erkende dienst, binnen de maand volgend op de kennisgeving van de beslissing, zijn argumenten schriftelijk laten gelden over de nadere regels voor de terugvordering. Na deze termijn en na onderzoek van de middelen aangevoerd door de erkende dienst, laat de Dienst zijn beslissing kennen en gaat hij, in voorkomend geval, over tot de onmiddellijke terugvordering. Indien bijzondere omstandigheden het verantwoorden, kan de Dienst betalings- en uitsteltermijnen verlenen.

Het gedeelte van de gevorderde subsidies dat door de Dienst teruggevorderd moet worden, kan in vermindering worden gebracht van de toegekende subsidies.

§ 2. De eigen kapitalen stemmen slechts overeen met het startkapitaal van de erkende dienst, de schenkingen en legaten die hij ontvangt en de opbrengsten van de winstgevendende activiteiten die hij organiseert.

Zijn ook eigen fondsen, de bankinteressen geïnd op de investering van de bovenvermelde eigen kapitalen, alsook in het geval van publiekrechtelijke rechtspersonen, de overheidsfondsen waarover ze beschikken.

In geen enkel geval kan het niet-verantwoorde of het niet-opgebruikte gedeelte van de toegekende subsidies, met inbegrip van de bankinteressen voortvloeiend uit de investering van subsidies, inbegrepen worden in de eigen kapitalen van de erkende dienst; dit principe geldt ook wanneer de inrichtende macht van de erkende dienst een publiekrechtelijke rechtspersoon is.

§ 3. Wanneer een erkende dienst één of meer documenten binnen de gestelde termijn niet kan voorleggen, kan de betaling van de subsidies uitgesteld worden zolang de Dienst niet in het bezit is van het of de ontbrekende documenten.

**Art. 34.** § 1. De toegekende subsidies worden verminderd naar rata van de subsidies gestort door andere publiekrechtelijke rechtspersonen of van de sociale fondsen voor tewerkstelling. Nochtans wordt slechts rekening gehouden met deze subsidies voor zover ze gestort werden om de al in aanmerking genomen uitgaven te dekken voor de verantwoording van de toegekende subsidies. De subsidies van de Nationale Loterij worden niet teruggevorderd.

§ 2. Elke subsidie of elke terugbetaling van de gemaakte kosten, verkregen op een andere basis dan het besluit, wordt door de erkende dienst aan de Dienst meegedeeld. De uitgaven die gedekt worden door deze subsidies of terugbetalingen van de kosten moeten volledig en afzonderlijk opgenomen worden in het boekhoudplan bedoeld in artikel 12, 1°, van het besluit.

§ 3. Ingeval van cofinanciering van de erkende dienst door een andere overheid in het kader van een akkoord gesloten met de Dienst kan deze bepalen dat de financiële tegemoetkoming van de andere overheid van de jaarlijkse subsidies afgetrokken wordt.

### *Afdeling III. — Subsidies voor personeelskosten*

**Art. 35.** § 1. De erkende dienst ontvangt van de Dienst de subsidie bedoeld in artikel 27 om zijn personeelskosten te dekken.

De subsidie wordt berekend op basis van de omkaderingsnormen bedoeld in artikel 10 en van een geldelijke anciënniteit van vijftien jaar volgens de weddenscalen van de collectieve overeenkomst van de paritaire commissie 319.02 die van toepassing is op de diensten.

De subsidie is gelijk aan de bruto bezoldiging, vermeerderd met 61,06 % om de wettelijke werkgeverslasten en de andere aanvullende wettelijke voordelen te dekken.

§ 2. De subsidie voor personeelskosten wordt verminderd met alle subsidies en lastenverlagingen toegekend aan de erkende dienst door de overheidshulp voor werkgelegenheid naar rata van het aantal ambten dat overeenstemt met de omkaderingsnorm bedoeld in artikel 10.

**Art. 36.** Voor de verantwoording van de personeelskosten worden enkel in aanmerking genomen de uitgaven betreffende het aantal ambten dat overeenstemt met de omkaderingsnorm bedoeld in artikel 10 en de kwalificaties bedoeld in artikel 11.

Deze in aanmerking komende uitgaven zijn de volgende :

1° de betaling van de wedden berekend volgens de weddenscalen van de collectieve overeenkomst van de paritaire commissie 319.02 die van toepassing is op de diensten;

2° de betaling van de werkgeverslasten bedoeld in § 1, derde lid, van artikel 35, in verband met deze wedden;

3° het gedeelte van de wedde en de wettelijke werkgeverslasten die ten laste worden genomen door de dienst ter aanvulling van de tegemoetkoming van de overheid in het kader van de overheidssteun voor werkgelegenheid;

4° de betaling van de lasten van de al dan niet gepresteerde opzegging, naar rata van de minimale duur van de opzegging bedoeld in de sociale wetgeving.

Wanneer de bovenvermelde minimale duur verlengd wordt door een vonnis van de arbeidsrechtbank, naar aanleiding van een beroep van het personeelslid, beslist de Regering het geheel of een deel van de aanvullende lasten beslist door de arbeidsrechtbank in aanmerking wordt genomen om de subsidie te verantwoorden. Wanneer de opzegging gegeven wordt wegens definitieve stopzetting van de activiteiten van de dienst, moet de opzegging gepresteerd worden tot het einde van de activiteiten van de dienst.

Ingeval van intrekking van de erkenning wordt de jaarlijkse subsidie aangepast om de betaling van het gedeelte van de minimaal wettelijke opzeggingen te dekken die gedragen worden door de dienst na het einde van de erkenning op voorwaarde dat de correcte aanwending van de definitieve subsidie verzekerd wordt en na aftrek van de te veel ontvangen bedragen van de subsidies, in voorkomend geval. Ingeval een niet-correcte aanwending van de subsidie vastgesteld wordt, zal ook afgetrokken worden van de eigen fondsen waarover de inrichtende macht beschikt.

*Afdeling IV. — Subsidie voor werkingskosten*

**Art. 37.** § 1. De erkende dienst ontvangt van de Dienst de subsidie bedoeld in artikel 27 voor werkingskosten voor een bedrag van 4.065,48 EUR, indexeerbaar per erkende opvang.

Bij verhoging of vermindering van de erkende capaciteit tijdens het jaar, wordt de subsidie bedoeld in het eerste lid aangepast aan de datum van de wijziging.

§ 2. Worden in aanmerking genomen voor de verantwoording van de werkingskosten de volgende uitgaven :

1° de kosten voor het betrekken van de gebouwen, inzonderheid de huurkosten, de huurlasten en de verhuiskosten, de bewakingskosten;

2° wanneer de dienst eigenaar is van de door hem bezette gebouwen, de dotatie voor de afschrijving op de vaste activa die betrekking heeft op de voormelde gebouwen. Het afschrijvingscijfer wordt vastgesteld op 3,333 %. Een afschrijvingscijfer van 10 of 6,666 % kan in aanmerking genomen worden voor de verbouwing of voor grote onderhoudswerken aan de gebouwen;

3° de kosten voor onderhoudsproducten;

4° de onderhoudskosten voor de lokalen en voor hun inhoud;

5° de kosten voor watervoorziening, energie en brandstoffen;

6° de bestuurskosten;

7° de verzekeringskosten die geen betrekking hebben op het personeel, te weten de verzekeringen tegen brand, diefstal, verplichte burgerlijke aansprakelijkheid van de erkende dienst, voertuigen, bureaubenodigheden en informatica;

8° de rechtskosten, met inbegrip van de honoraria van de advocaten en deskundigen voor zover ze er geen onenigheid ontstaat bij de boekhoudkundige inspectie van de Dienst, alleen maar in het kader van de verdediging van de personeelsleden t.o.v. de begunstigen van de door de dienst verleende hulp;

9° de honoraria van de supervisors en de opleiders, op basis van effectief opgemaakte facturen en ten belope van een maximaal jaarlijks bedrag, vastgesteld op 3.111,39 EUR per erkende dienst;

10° de honoraria voor verificatie of echtverklaring van de jaarrekening, overeenkomstig de bepalingen van artikel 12, 3°. Deze kosten worden in aanmerking genomen op basis van effectief opgemaakte facturen, ten belope van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag per erkende dienst :

a) vastgesteld op 933,39 EUR voor een erkende dienst die tot 10 betrekkingen telt die overeenstemmen met volledige dagtaken, die toegekend worden volgens de normen inzake bestand, die in rekening worden genomen voor de berekening van de subsidie;

b) vastgesteld op 933,39 EUR en vermeerderd met 71,84 EUR per bijkomende betrekking die overeenstemt met een volledige dagtaak, die toegekend wordt boven de 10 en tot 49, in totaal, volgens de voormelde normen inzake bestand;

11° de honoraria voortvloeiend uit administratieve en rekenplichtige opdrachten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst of voor de naleving van de voorwaarden voor de erkenning. Deze kosten komen in aanmerking op basis van effectief opgemaakte facturen en binnen de perken van een maximaal jaarlijks indexeerbaar bedrag per erkende dienst :

a) van 4.065,45 EUR tot 10 betrekkingen die overeenstemmen met volledige dagtaken en toegekend volgens de omkaderingsnormen die in aanmerking komen voor de berekening van de subsidie voor personeelskosten;

b) van 4.397,38 EUR tot 16 betrekkingen die overeenstemmen met volledige dagtaken en toegekend volgens de voormelde omkaderingsnormen;

c) van 6.513,15 EUR boven 16 betrekkingen die overeenstemmen met volledige dagtaken en toegekend volgens de voormelde omkaderingsnormen;

12° de aan de plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen betaalde bedragen voor gelegenheidsopdrachten die niet behoren tot de gewone opdrachten van het personeel van de erkende dienst;

13° de kosten voor sociaal secretariaat, te weten de berekening van de lonen, de formaliteiten in verband met de betaling van de lonen en die moeten vervuld worden in het kader van de sociale en fiscale wetgeving, de logistieke en gerechtelijke steun; op basis van facturen die effectief zijn opgemaakt, worden deze kosten gedekt door de subsidie ten belope van 188,77 EUR, indexeerbaar, te vermeerderen met de BTW, per werknemer en per jaar;

14° de bijdragen betaald aan de representatieve organisaties van de diensten, ten belope van een maximaal bedrag van 53,94 EUR, indexeerbaar per jaar en per voltijdse betrekking die in aanmerking komt voor de berekening van de subsidie voor personeelskosten;

15° de kosten voor de voortgezette vorming van het personeel in België. De vormingskosten in het buitenland hangen af van de toestemming van de boekhoudkundige inspectie van de Dienst; deze kan, zonder terugwerkende kracht, het maximaal bedrag bepalen van de kosten die gesubsidieerd kunnen worden. Deze beslissing moet gemotiveerd worden. De vormingskosten mogen niet hoger zijn dan een bedrag dat overeenstemt met 20 % van de jaarlijkse subsidie voor werkingskosten.

De vormingskosten stemmen overeen ofwel met een specialisatievorming die verband houdt met de betrokken functie en haar niveau, met uitsluiting van de algemene studies, ofwel met deelnemingen aan colloquia, conferenties, congressen, seminaries en studiedagen;

16° de reiskosten en de opdrachten van het personeel, in België, op basis van het tarief per kilometer van toepassing op de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap. De reiskosten naar het buitenland hangen af van de toestemming van de boekhoudkundige inspectie van de Dienst : deze toestemming kan gelden voor een jaar, kan principieel zijn en een geheel van uitgaven betreffen;

17° de kosten voor aankondigingen, reclame, documentatie;

18° de kosten gebonden aan het gebruik van de wagens, met inbegrip van de omnium-verzekering voor opdrachten en, zo nodig, de bijkosten voortvloeiend uit de verzekering burgerlijke aansprakelijkheid voor de wagen, indien er sprake is van beroepshalve gebruik;

19° de kosten voor ontruiming van de afval;

20° de kosten voor didactisch materieel;

21° de bankkosten en de leningslasten die nodig zijn voor de goede werking van de dienst;

22° de buitengewone kosten, in het kader van de opdrachten bedoeld in de punten 10°, 11° en 13° voor zover de boekhoudkundige inspectie van de Dienst haar toestemming heeft verleend;

23° de dotatie voor de afschrijvingen op de vaste activa voor het meubilair, het materieel en andere uitrustingen. Het afschrijvingscijfer is vastgesteld op 20 % voor het vaste en rollend materieel alsook voor het meubilair en de bureaubenodigheden. Het is vastgesteld op 33,33 % voor informatica-materiaal en software.

24° de taksen en directe en indirecte belastingen gebonden aan de erkende activiteit van de dienst;

25° de interne factureringen in verband met de punten 11° en 13° voor het geheel van de erkende diensten georganiseerd door een inrichtende macht, alsook de factureringen in verband met punt 6°, alleen wanneer de inrichtende macht een overheidsmacht is, worden aanvaard in naleving van de hierna vermelde nadere regels :

a) voor de honoraria in verband met de administratieve en rekenplichtige opdrachten bedoeld in 11°, ten belope van ten hoogste een jaarlijks bedrag van :

— 4.065,45 EUR tot 10 betrekkingen die overeenstemmen met voltijdse dagtaken toegekend volgens de omkaderingsnormen die in aanmerking komen voor de berekening van de subsidie voor personeelskosten;

— 4.397,38 EUR tot 16 betrekkingen die overeenstemmen met voltijdse dagtaken toegekend volgens de voormelde omkaderingsnormen;

— 6.512,41 EUR boven de 16 betrekkingen die overeenstemmen met voltijdse dagtaken toegekend volgens de voormelde omkaderingsnormen;

b) voor de opdrachten bedoeld in voormeld 13° : de in hetzelfde punt 13° bedoelde bepalingen zijn van toepassing zonder rekening te houden met de verhoging voor BTW;

c) voor de administratieve kosten bedoeld in 6°, alleen voor de erkende diensten waarvan de inrichtende macht een overheidsmacht is, ten belope van maximum 26.965,24 EUR, indexeerbaar per jaar;

26° de lopende uitgaven voor verblijven, onderhoud en opvoeding van het kind;

27° de medische kosten, met uitzondering van de kosten bedoeld in artikel 29.

**Art. 38.** De subsidie voor werkingskosten kan ook de uitgaven van het personeel dekken voor zover ze aan de voorwaarden bedoeld in de artikelen 35 en 36 beantwoorden.

#### *Afdeling V. — Indexering*

**Art. 39.** § 1. De subsidie voor personeelskosten bedoeld in artikel 35, § 1, wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld, zoals gewijzigd.

Het bedrag van deze subsidie wordt gekoppeld aan het spilindex 138,01; de indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

§ 2. De subsidie voor werkingskosten bedoeld in artikel 37, § 1, en de indexeerbare bedragen bedoeld in artikel 37, § 2, worden elk jaar geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, zoals gewijzigd.

Het bedrag van deze subsidie wordt gekoppeld aan het spilindex 138,01 : de indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.

§ 3. De bedragen bedoeld in artikel 29, § 2, 3° en 5°, worden vermeerderd met 2 % bij elke nieuwe indexering ontstaan na 1 januari 2007. De datums van de indexeringen worden bepaald met toepassing van de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, zoals gewijzigd.

§ 4. De bedragen bedoeld in artikel 28, § 1 en § 4 worden geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld, zoals gewijzigd.

Deze bedragen worden gekoppeld aan het spilindex 138,01 : de indexeringscoëfficiënt 1,0000 stemt overeen met de bedragen geïndexeerd op 1 januari 1990.



HOOFDSTUK IX. — *Overgangs-, opheffings- en slotbepalingen.*

**Art. 40.** § 1. Wegens de perken van de beschikbare kredieten toegekend aan de erkende diensten worden de personeelskosten bedoeld in artikel 35 berekend ten belope van 90 % van de omkaderingsnormen bedoeld in artikel 10 voor zover de dienst ten minste 90 % van deze normen bereikt.

§ 2. Het verschil tussen de subsidies waarover de diensten beschikten met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd, en de subsidies berekend met toepassing van § 1 en van de artikelen 35 tot 38, wordt tot 30 % beperkt, niettegenstaande de verplichting voor de diensten om extra personeel aan te werven dat toegekend wordt in het kader van de wedertewerkstellingsprogramma's om 90 % van de omkaderingsnormen bedoeld in artikel 10 te bereiken.

§ 3. De subsidies bedoeld in artikel 27 mogen niet lager zijn dan de subsidies die toegekend worden aan de diensten met toepassing van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd.

§ 4. Voor zover de dienst ten minste 90 % van het aantal voltijdse betrekkingen bedoeld in artikel 10 in functie van zijn erkende capaciteit naleeft; kan de dienst op een verschillende manier de voltijdse equivalenten van de categorieën verdelen die behoren tot het administratief, psycho-medisch-sociaal, intendance- en opvangpersoneel voor zover de beschikbare kredieten de omkaderingsnormen op 100 % niet kunnen financieren.

§ 5. Voor zover de dienst ten minste 90 % van het aantal voltijdse betrekkingen bedoeld in artikel 10 in functie van zijn erkende capaciteit naleeft, kunnen de kwalificaties van het opvangpersoneel van de dienst verschillen van deze bedoeld in artikel 11 voor zover de beschikbare kredieten de omkaderingsnormen op 100 % niet kunnen financieren en mits de naleving van de kwalificaties bedoeld in de collectieve overeenkomst van de paritaire commissie 319.02.

§ 6. Voor het jaar 2009 houdt de Dienst rekening met het al gestorte voorschot overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd, voor de storting van de subsidies berekend volgens de nadere regels van dit besluit.

§ 7. De financiële deelname van de ouders bedoeld in artikel 30 zal afgetrokken worden van de subsidies bedoeld in artikel 27 wanneer de beschikbare kredieten de omkaderingsnormen bedoeld in artikel 10 tegen 100 % zullen kunnen financieren.

§ 8. De subsidie voor personeelskosten kan op 100 % van de omkaderingsnormen bedoeld in artikel 10 teruggebracht worden, op basis van een beslissing van de Regering.

§ 9. Bij een beslissing van de Regering om de erkende opvangcapaciteit van de diensten te verhogen of bij een wijziging van de opvangcapaciteit van de diensten door de Dienst zal voorrang gegeven worden aan de diensten die in aanmerking komen voor de afwijking bedoeld in artikel 5, derde lid, voor zover de verhoging van de capaciteit van deze diensten overeenstemt met de geïdentificeerde behoeften en voor zover ze aan de gemachtigde capaciteit van de dienst op het ogenblik van de beslissing wordt toegevoegd.

**Art. 41.** De diensten in activiteit, overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd, zijn ertoe gehouden een aanvraag om machtiging en erkenning in te dienen overeenkomstig de bepalingen van het besluit binnen de zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Ze worden geacht gemachtigd en erkend te zijn voor hun huidige capaciteit tot de beslissing betreffende hun aanvraag om machtiging en erkenning genomen overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

**Art. 42.** De personeelsleden die op 1 juli 2008 een betrekking bedoeld in artikel 10 uitoefenden, worden beschouwd als leden die aan de voorwaarden voor de kwalificatie beantwoorden die inherent zijn aan hun betrekking bedoeld in artikel 11.

**Art. 43.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 januari 2002 houdende algemene regeling en tot vaststelling van de modaliteiten van subsidiëring van de gespecialiseerde opvangdiensten voor het jonge kind, erkend door de "Office de la Naissance et de l'Enfance", zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

**Art. 44.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2009.

**Art. 45.** De Minister van Kinderwelzijn wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 30 april 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK